

AIU

Horizons

Vol. 16 N° 3

Janvier 2011
www.iau-aiu.net/fre

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des thématiques

communes. L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la **création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



ACTIVITÉS

Rapports de l'AIU: Accès équitable et succès; ES et Education pour tous (EPT), Programmes doctoraux en Afrique sub-saharienne; Le programme LEADHER de l'AIU

GMA IV – Les organisations membres de l'AIU se rencontrent en Inde

Nouveaux développements pour ISAS

L'enseignement supérieur et l'UNESCO – l'AIU rencontre le nouveau Sous-Directeur Général, secteur de l'éducation

DOSSIER THÉMATIQUE

Enseignement supérieur, collaborations et partenariats

SOMMAIRE

1 ACTIVITÉS DE L'AIU

- 1 Rappports de l'AIU sur les projets
- 5 Événements à venir et événements sponsorisés par l'AIU

8 L'AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

12 NOUVELLES DES MEMBRES

14 DOSSIER THÉMATIQUE: LES PARTENARIATS EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA COLLABORATION

- 14 Matariki Network of Universities, par **Sarah Todd**, Nouvelle-Zélande
- 15 Coopération structurée entre réseaux et alliances stratégiques bilatérales élargies: les nouveaux outils d'internationalisation, par **Ulla Gjørting**, Danemark et **Artur Schmitt**, Espagne
- 17 Lake Victoria Research Initiative (VicRes), par **Joseph Obua**, Ouganda
- 18 La collaboration universitaire intercontinentale à long terme comme moyen de répondre aux défis de la mondialisation: l'exemple de l'Université Makerere et de l'Université de Bergen, par **Edward K. Kirumira**, Ouganda et **Thorkild Tylleskär**, Norvège
- 19 Université Santo Tomas, Philippines, par **Lydia G. Tansinsin**, Philippines
- 20 Institut d'études bancaires de la banque nationale d'Ukraine – un partenariat d'une autre nature, par **Tamara Smovzhensk**, Ukraine
- 21 Programmes communs et double diplomation; Université de São Paulo (USP) et Association T.I.M.E., par **Adnei Melges de Andrade**, **Antonio Carlos Vieira Coelho**, **Henrique Lindenberg Neto**, Brésil
- 22 Collaboration en enseignement supérieur et partenariats multi-parties prenantes en Afrique subsaharienne, par **Clifford Tagoe**, Ghana
- 25 Interview avec **Qian Tang**, Sous-Directeur général, Secteur de l'Éducation, UNESCO

29 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET SÉLECTION PARMIS LES PUBLICATIONS REÇUES

32 CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de **AIU Horizons** sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités.

LE MOT DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

EN TANT QU'ASSOCIATION, L'AIU CONSTITUE UN VASTE PARTENARIAT INTERNATIONAL, le terme « d'association » impliquant de se rassembler pour un objectif commun et de collaborer pour atteindre cet objectif, intégrant ainsi certaines des caractéristiques clés du concept de partenariat.

L'AIU VOUS SOUHAITE UNE EXCELLENTE NOUVELLE ANNÉE 2011

Aujourd'hui, dans la plupart des domaines de l'activité humaine – l'industrie, les interactions sociales, l'aide humanitaire, le processus de découverte, de création et d'invention, etc. – l'attention est de plus en plus portée sur la notion de partenariat et de collaboration. Sans être identiques, ces concepts sont néanmoins semblables. Tous deux sont perçus comme un moyen de parvenir à une fin mais également bien souvent comme une fin en soi. Les partenariats nous permettent d'accomplir ce qui aurait été impossible voire bien plus difficile à accomplir seul. Cependant, travailler en partenariat est également un état d'esprit, tout comme le travail d'équipe; instaurer des partenariats durables ou pérennes peut ainsi également être un objectif en soi, surtout dans le domaine de l'éducation, où la collaboration et le travail d'équipe sont grandement valorisés.

A bien des égards, travailler en partenariat peut s'apparenter à une expérience interculturelle, particulièrement lorsque les partenaires sont issus de différents secteurs, comme dans le cas des partenariats université-industrie, université-organisations gouvernementales, université-ONG, et surtout dans le cadre de la nouvelle tendance visant à développer des partenariats multi-parties prenantes. Ce type de collaboration intersectorielle peut être plus difficile à établir et à maintenir que les partenariats entre universités de différentes régions du monde car le mode opératoire de chaque entité participante, le discours, les délais et les attentes peuvent différer dès le début.

Comme le démontrent clairement les articles présentés dans le « Dossier thématique », il est primordial de choisir le bon partenaire pour les bonnes raisons et pour un objectif approprié. Le choix du partenaire peut être motivé pour combler les lacunes, renforcer et approfondir des domaines d'expertise spécifiques ou proposer des perspectives variées et faire naître un ensemble très différent de réalités. Ce choix peut être basé sur la proximité ou la distance, en des termes à la fois virtuels et réels comme la proximité sur le « baromètre du prestige » ou la distance à parcourir le globe. Quelles que soient les raisons qui justifient les choix, il est primordial de les clarifier au sein même de l'établissement et avec le partenaire de façon à ce que les objectifs des partenariats puissent être compris et poursuivis en collaboration, même dans les cas où les objectifs diffèrent entre les partenaires.

Enfin, les partenariats impliquent des individus capables d'accomplir quelque chose ensemble et visent à créer des relations de respect et d'appréciation mutuels eu égard aux contributions respectives de chaque partenaire. Si la relation entend être productive et durable, les partenariats doivent apporter des bénéfices à tous les partenaires. Les établissements participants doivent avoir le sentiment que leur bilan des bénéfices est positif. Dans une réalité de plus en plus « orientée vers les résultats », qu'il s'agisse d'une firme du secteur industriel, d'un établissement d'enseignement supérieur, d'une communauté ou d'une organisation de la société civile, assimiler les résultats tangibles et intangibles pouvant être inclus dans ce bilan peut souvent prendre du temps.

Le temps adéquat permettant d'être créatif, inclusif et bénéfique est peut-être la dimension la plus négligée dans la construction de partenariats – les gens ont besoin de temps pour instaurer un climat de confiance.

Ainsi, alors que nous entrons dans la deuxième décennie du 21^e siècle, nous tous à l'AIU espérons que nos efforts visant à instaurer des partenariats, offrir une plateforme par laquelle ces partenariats peuvent être créés entre nos Membres, et nos efforts consistant à documenter certaines de ces initiatives contribueront modestement à faire avancer le chantier sur lequel « nous construisons une communauté mondiale de l'enseignement supérieur. »

Eva Egron-Polak
Secrétaire générale de l'AIU

PROJETS SPÉCIAUX – RAPPORTS DE L'AIU

ACCÈS ÉQUITABLE ET SUCCÈS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR – L'AIU PASSE DE LA RHÉTORIQUE À LA PRATIQUE

RÉSULTATS DE L'ATELIER ORGANISÉ À L'UNIVERSITÉ D'ARIZONA

Les **18 et 19 novembre**, l'**Association internationale des universités**, l'**Université d'Arizona** et la **Banque mondiale**, ont co-organisé, avec le soutien de la **Fondation Lumina** (Etats-Unis), un atelier de deux jours à Tucson (Arizona, Etats-Unis), réunissant les représentants des universités impliquées dans le projet pilote de l'AIU, ainsi que les membres du groupe de travail de l'AIU et plusieurs experts originaires des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Cet atelier avait pour objectif d'examiner dans le détail les résultats des 10 universités ayant réalisé une auto-évaluation critique de leurs politiques et pratiques en matière d'accès équitable et du succès (rétention). Cet atelier a par ailleurs permis aux EES participants de se rencontrer et de partager leurs expériences. Les questions suivantes ont notamment orienté les discussions durant ces deux jours de réunion : Comment les établissements attirent-ils des apprenants qui sont marginalisés d'une façon ou d'une autre dans leur pays ? Qui sont ces minorités sous-représentées ? Comment les établissements évaluent-ils leur potentiel et comment accompagnent-ils les étudiants dans leur progression ?

Les participants à l'atelier de travail étaient des recteurs, des vice-recteurs et des cadres responsables de la mise en place de politiques dans ce domaine. Les participants étaient également invités pour évaluer de manière critique l'**instrument d'auto-évaluation institutionnelle** développé par l'AIU et appliqué par ces derniers en préparation de l'atelier. Le fait qu'un ensemble très diversifié d'universités pilotes ait testé cet instrument avait pour objectif d'aider l'AIU à déterminer le potentiel d'une utilisation encore plus généralisée de cet outil à travers le monde.

Enfin et surtout, cette réunion a été l'occasion pour l'AIU, avec l'aide du groupe de travail, des partenaires et des universités participantes de déterminer les « prochaines étapes » et les autres initiatives que l'Association pourrait développer en vue de poursuivre « l'agenda sur l'accès équitable et le succès ».

Parmi les **principaux résultats** de l'atelier, un consensus a été atteint sur les points suivants :

- Améliorer ou renforcer l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur apparaît comme la question primordiale à aborder et à résoudre dans la grande majorité



Participants à l'atelier de l'AIU, Université d'Arizona.

- des systèmes d'enseignement supérieur à travers le monde ;
- Les problèmes d'accès et de rétention diffèrent grandement d'un pays à l'autre, tout comme la perception de ces problèmes. **L'importance du contexte économique, culturel et politique** a été confirmée, et de plus amples données et informations sont à ce titre nécessaires (mais souvent difficiles à collecter) afin de cadrer la discussion et de permettre d'établir des comparaisons ;
- L'AIU doit compiler des exemples de **pratiques efficaces** et constituer une sorte de catalogue qui offrirait une base plus concrète à la déclaration de principes et aux recommandations de l'Association. Ces exemples de bonnes pratiques peuvent être utilement partagés à travers le monde indépendamment des contextes nationaux ;
- L'AIU devrait peut-être concentrer ses efforts plus particulièrement au niveau régional voire même national (en s'appuyant éventuellement sur le travail actuel effectué en Asie et aux Amériques), en développant des mesures visant à aider les établissements à améliorer leur performance et inscrire ces efforts dans une perspective internationale.

L'Association a accepté de mettre en ligne le rapport final, préparé préalablement pour la Banque mondiale et basé sur les contributions des 10 universités pilotes, de même qu'un bref rapport sur l'atelier. S'appuyant sur les contributions du projet pilote initial, l'instrument d'auto-évaluation institutionnel est en cours de révision et sera proposé à d'autres établissements intéressés et désireux d'entreprendre l'auto-évaluation.

La Conférence internationale 2011 de l'AIU portera sur les **Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur**. Elle se tiendra à Nairobi, Kenya, les 17 et 18 novembre 2011, et sera l'occasion de discuter des nouveaux services que pourraient proposer l'Association à l'avenir.

Si vous souhaitez partager vos bonnes pratiques et vous impliquer dans la conférence de Nairobi, merci de contacter Elodie Boisfer : e.boisfer@iau-aiu.net.



RENFORCER LES LIENS POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'EPT ET DES OMD LIÉS À L'ÉDUCATION

Le projet triennal de l'AIU visant à renforcer les liens entre l'enseignement supérieur et les initiatives des Nations-Unies 'Éducation pour Tous' (EPT) et 'Objectifs du Millénaire pour le Développement' (OMD) a pris fin en décembre 2010.

Au terme de cette phase, l'AIU a organisé une Conférence pour l'Innovation sur Enseignement supérieur/Recherche et EPT/OMD éducatifs à Paris, France, les 2 et 3 décembre 2010. L'objectif de la conférence était double : évaluer dans un premier temps les progrès réalisés pour une meilleure inclusion de l'enseignement supérieur/recherche dans l'EPT/OMD liés à l'éducation ; évaluer ensuite les résultats du projet et proposer des idées pour définir une marche à suivre. La Conférence, inaugurée par Qian Tang, nouveau Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'Éducation, Alice Sena Lamptey, coordinatrice, groupe de travail sur l'enseignement supérieur, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), et Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, a réuni une cinquantaine de représentants du secteur de l'enseignement supérieur et d'agences de coopération du monde entier.

Les résultats du projet sont les suivants :

- **Renforcement des communautés :** la constitution d'un groupe de référence comprenant à la fois les représentants de l'enseignement supérieur (établissements et associations) et d'agences de coopération couvrant toutes les régions du monde ;
- **Sensibilisation :** la publication d'une brochure intitulée *Pourquoi et comment l'enseignement supérieur peut-il contribuer à tous les niveaux et types d'enseignement ?* www.heefa.net/sites/default/files/informationkit.pdf
- **Diffusion de l'information :** la création du portail HEEFA (Enseignement supérieur et EPT) – www.heefa.net et sa lettre d'information bimensuelle : *Lier la communauté de l'ES à l'EPT et aux OMD s'y rapportant ;*
- **Initiatives de collaboration :** la mise en place d'une session de renforcement des capacités visant à réunir toutes les parties prenantes de l'EPT et les universités au niveau local/national pour définir et convenir d'une activité commune



Participants à la Conférence AIU sur Enseignement supérieur/Recherche et EPT/OMD éducatifs.

dont le but est d'atteindre les objectifs de l'EPT et les OMD s'y rapportant dans leur contexte et environnement spécifique.

Les participants à la conférence ayant salué ces résultats et demandé qu'ils soient consolidés, une seconde phase du projet sera mise en place par le Secrétariat de l'AIU. Pour plus d'informations ou pour partager vos idées sur des développements possibles, veuillez contacter Nadja Kymlicka (n.kymlicka@iau-aiu.net) et Isabelle Turmaine (i.turmaine@iau-aiu.net).

Veuillez noter que le **Dossier thématique de AIU Horizons, vol. 17, n.1**, portera sur: **Enseignement supérieur, EPT et OMD.**

LE CHANGEMENT DE NATURE DES PROGRAMMES DE DOCTORAT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

RÉSULTATS DU SÉMINAIRE D'ILORIN
7-10 NOVEMBRE 2010, UNIVERSITÉ D'ILORIN, ILORIN,
NIGÉRIA



Participants au Séminaire d'Ilorin, au Nigéria.

Les représentants des six établissements d'enseignement supérieur pilotes ayant participé au projet de l'AIU financé par l'Agence Sida, intitulé *Le changement de nature des programmes de doctorat en Afrique subsaharienne*, et les membres du groupe de travail de l'AIU constitué pour le projet, ont été invités à participer au séminaire organisé à l'Université d'Ilorin, Ilorin, Nigeria. L'AIU regrette que certains membres n'aient pas pu se rendre sur place en raison de circonstances imprévues. Elle s'est par ailleurs réjouie d'accueillir des collègues de l'Université du Ghana, nouvellement impliqués dans le projet, ainsi que le nouveau Secrétaire général de l'Association des universités africaines, le Pr. Jegede.

Le rapport rédigé a. sur la base des questionnaires d'enquête complétés et soumis par les établissements pilotes et b. sur la base des informations collectées lors des visites des établissements respectifs (voir *AIU Horizons*, vol. 16.2) a été utilisé comme document de référence pour le séminaire dont le thème a porté sur :

- I. La place des programmes de doctorat dans la stratégie de recherche institutionnelle;
- II. Supervision des doctorants et Développement et suivi des carrières;
- III. L'internationalisation de la formation doctorale, la planification stratégique et le rôle de la collecte de données.

Le séminaire a été l'occasion de débattre des conclusions initiales du projet, à la fois au cours de sessions plénières et parallèles. Il a permis aux participants de partager leurs points de vue sur les réformes mises en place actuellement par leurs universités, d'échanger des idées sur la manière de répondre aux défis rencontrés par chacun d'entre eux, de mieux comprendre les enjeux dans la région subsaharienne et de bâtir éventuellement de nouvelles collaborations entre eux et leurs établissements.

Quelques-unes des principales conclusions du séminaire se résument comme suit:

I. En ce qui concerne la place des programmes de doctorat dans la stratégie de recherche institutionnelle, la session de travail a appelé à:

- Une meilleure définition de la planification stratégique des programmes de doctorat dans le cadre du développement stratégique global de chaque établissement;
- Des agendas nationaux de recherche solides;
- Une cartographie de la recherche aux niveaux institutionnel et national;
- Une amélioration du réseautage et de l'accès aux résultats de la recherche dans les EES d'Afrique subsaharienne.

II. Le deuxième groupe de travail, axé sur la supervision des doctorants et le développement et le suivi des carrières a appelé à:

- Repenser la supervision des doctorants au sein des EES d'Afrique subsaharienne;
- Des incitations institutionnelles et le développement de mécanismes de suivi administratif en vue de mieux aider et coordonner le travail des superviseurs;
- Un code d'éthique pour assister les superviseurs dans leur travail;
- La création de centres d'information sur les carrières au niveau institutionnel qui comprendrait également un service de suivi des carrières.

III. Le troisième groupe qui a travaillé sur l'internationalisation de la formation doctorale, la planification stratégique et le rôle de la collecte de données, a souligné que:

- Des systèmes de gestion de données et d'informations intégrés au sein des établissements représentent un outil essentiel pour la planification stratégique et la gestion institutionnelle;
- La gestion de l'information est impérative non seulement pour améliorer l'organisation et la gestion globales des études et des programmes de doctorat mais également les stratégies d'internationalisation des établissements;
- Une meilleure collecte et gestion des données permettra de mieux comprendre quels sont les mécanismes de financement requis pour développer les programmes de doctorat;
- Les informations systématiques sur les collaborations et les partenariats dans lesquels les EES sont impliqués permettent

de mettre en place des stratégies de développement en matière de collaboration interinstitutionnelle et internationale;

- Les établissements d'enseignement supérieur africains doivent mieux se comprendre entre eux;
- La communication entre les EES au-delà des barrières linguistiques doit être améliorée pour une meilleure intégration de la richesse des connaissances disponibles sur tout le continent, comme cela a été le cas durant tout le projet.

Un autre atelier a eu lieu le mercredi 10 novembre, réunissant les directeurs et d'autres représentants d'établissements d'enseignement supérieur nigériens, de la Conférence des Vice-chanceliers nigériens et de l'Association des universités nigérianes. Les conclusions du projet et du séminaire ont été présentées au cours de cette session et ont fait l'objet de débats. Les conclusions du séminaire et de l'atelier et le rapport final sur le projet permettront de développer les initiatives de suivi de la première phase du projet.

Le séminaire et l'atelier ont éveillé l'intérêt des **directeurs d'établissements d'enseignement supérieur nigériens**; ces derniers étudient la faisabilité d'un tel projet au niveau national.

L'Association des universités africaines, représentée par son nouveau secrétaire général, Dr Jegede, a également émis l'hypothèse qu'un tel projet serait susceptible d'intéresser les Membres de l'AIU.

Contact Dr. H. van't Land, Directrice des Adhésions et du Développement des Programmes et responsable du projet, à: h.vantland@iau-aiu.net.

GRUPE DE TRAVAIL CONJOINT AIU-MCO SUR L'ÉTHIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

A la suite de la Conférence internationale 2010 de l'AIU:

L'éthique et les valeurs dans l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation: rôle des différentes disciplines, qui s'est tenue à

l'Université Mykolas Romeris (Vilnius, Lituanie) en juin 2010,

le Conseil d'Administration de l'AIU a invité le Magna Charta

Observatory (MCO) à constituer un groupe de travail conjoint

sur l'éthique dans l'enseignement supérieur. Le Conseil du MCO

a accepté cette invitation, et des discussions sur un code ou un

ensemble de directives relatives au comportement éthique des

établissements d'enseignement supérieur sont en cours. **Pr. Pier**

Ugo Calzolari, Vice-président de l'AIU et ancien Recteur de

l'Université de Bologne, a accepté de présider le groupe de

travail conjoint.

A l'heure actuelle, les membres du groupe de travail sont les

suivants. Au moins un membre supplémentaire représentant le

MCO devrait rejoindre le groupe:

- Ustun Erguder, Président du Conseil, Magna Charta Observatory (MCO), Centre politique d'Istanbul, Université Sabanci, Turquie
- Agneta Bladh, Membre du CA de l'AIU, ancienne Rectrice, Université de Kalmar, Suède



- Clifford Tagoe, Membre du CA de l'AIU, ancien Vice-chancelier, Université du Ghana
- Luis Miguel Romero Fernández, ancien Recteur, Universidad Técnica Particular de Loja, Equateur
- Inga Zalieniene, Vice-rectrice pour la recherche, Université Mykolas Romeris, Lituanie

Il est proposé que le groupe de travail se réunisse en marge des manifestations organisées par l'AIU et le MCO. La première réunion est prévue à New Delhi, Inde, en avril, parallèlement à la 4e Réunion mondiale des Associations de l'AIU. Pour plus d'information, veuillez contacter Nicholas Poulton : n.poulton@iau-aiu.net

NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS POUR LE PROGRAMME ISAS !

Ces derniers mois, la toute nouvelle initiative de l'AIU – **Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)** a connu des développements importants.

A la mi-2010, l'AIU a appris que sa candidature au **Programme de participation de l'UNESCO**, un mécanisme de financement permettant aux Etats Membres et aux ONG internationales de proposer des activités de nature collaborative dans les domaines couverts par les programmes de l'UNESCO, avait été approuvée. La proposition de l'AIU consiste à proposer une évaluation ISAS à l'**Université Moi** (Kenya, Membre de l'AIU) et d'élargir l'expérience à l'**African Network for Internationalization of Education** (ANIE; Membre Affilié de l'AIU, initiative coordonnée au sein de l'Université Moi.)

La mise en place du projet a débuté par le biais de conversations entre Dr Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU en charge de la direction du projet, et le coordinateur à l'Université Moi, James Jowi. L'université a constitué un groupe de travail intra-universitaire pour guider le processus, selon un ensemble de directives établies en vue du rapport d'évaluation institutionnelle. Dr Madeleine Green se rendra sur place dans les prochains mois.

L'AIU se réjouit d'annoncer que l'**Université Mykolas Romeris – MRU** (Lituanie; Membre de l'AIU) a également demandé de s'engager dans le programme ISAS en partenariat avec l'AIU. Des conférences téléphoniques ont eu lieu entre l'AIU et l'université; un outil d'auto-évaluation a été élaboré et partagé avec l'établissement. En février, Dr Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU, se rendra à Vilnius dans le cadre de sa première visite sur place pour rencontrer le Comité de la MRU et travailler sur le projet ISAS.

L'AIU attend avec impatience de travailler avec l'Université Moi et l'Université Mykolas Romeris et d'en savoir plus sur les plans actuels et futurs des deux universités en matière d'internationalisation. L'Association espère fortement que cet exercice approfondi et complet apportera des bénéfices à toutes les parties concernées.

Des discussions sont en cours avec plusieurs autres universités ayant montré un intérêt pour ce service, et le nombre d'experts

(et Membres potentiels du Panel d'évaluation) de la **liste des experts de l'AIU en matière d'internationalisation** continue d'augmenter. Si votre université souhaite en savoir plus sur ISAS ou si vous désirez faire partie de la liste d'experts, veuillez contacter Ross Hudson, r.hudson@iau-aiu.net et/ou compléter et renvoyer le formulaire d'inscription disponible à l'adresse suivante: www.iau-aiu.net/internationalization/pdf/form.pdf

Rapport d'enquête de l'AIU – Internationalisation de l'enseignement supérieur : Tendances mondiales, perspectives régionales

Les résultats de la 3^e enquête mondiale de l'AIU ont été largement diffusés depuis sa publication en septembre 2010, dans de nombreuses revues spécialisées dont *Times Higher Education*, *le Chronicle of Higher Education*, *University World News* et *International Focus* de UUK. Des détails sur certains de ces articles sont disponibles sur les pages Web de l'Association consacrées à l'internationalisation. Plus de 220 exemplaires ont déjà été vendus et les principaux auteurs du rapport, Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, et Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU, ont reçu de nombreuses invitations pour présenter les résultats à l'occasion de conférences et de réunions internationales, dont certaines sont détaillées de la page 8 à 12 de ce magazine.

↳ LE RAPPORT DE LA 3^E ENQUÊTE MONDIALE AIU SUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PEUT ÊTRE COMMANDE EN LIGNE :

- **35 € par exemplaire** – Offre spéciale pour les **Membres, les Membres Affiliés et les Membres Associés de l'AIU** / 30 € pour chaque exemplaire supplémentaire
- **45 € par exemplaire** – pour les **non-Membres** / 40 € pour chaque exemplaire supplémentaire



Pour chaque commande effectuée, l'AIU propose également le **rapport de l'enquête mondiale 2005 au tarif promotionnel de 15 € seulement par exemplaire.**

Pour passer votre commande, veuillez compléter et renvoyer le bon de commande disponible à l'adresse suivante: www.iau-aiu.net/internationalization/pdf/Internationalisation_Order_Form_2010.pdf

Pour de plus amples informations, ou si vous avez des questions concernant le rapport de la 3^e enquête mondiale de l'AIU, veuillez contacter Ross Hudson, Chargé de programmes à l'AIU, à l'adresse suivante : r.hudson@iau-aiu.net

DATES À RETENIR

11-12 avril 2011 : 4^e Réunion mondiale des Associations de l'AIU (GMA IV), *Internationalisation de l'enseignement supérieur : Nouveaux acteurs, nouvelles approches*

New Delhi, Inde

Co-organisée par l'Association des universités indiennes (AIU) et l'Indian Institute of Information Technology (IIIT), la **quatrième édition**



de la Réunion mondiale des

Associations de l'AIU aura lieu à New Delhi, Inde. Fort du succès des trois précédentes réunions mondiales des associations organisées au Mexique, en France et en Egypte depuis 2005, GMA IV réunira de nouveau les directeurs d'associations d'universités nationales et régionales ainsi que des réseaux d'établissement d'enseignement supérieur spécialisés dans l'éducation internationale. Ces réunions biennales entre les représentants des associations sont devenues une opportunité importante propice à l'apprentissage entre pairs et au réseautage. GMA IV examinera les développements récents dans le domaine de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, y compris les valeurs sous-jacentes et les pratiques éthiques liées à l'internationalisation et le rôle des associations dans les activités relatives au développement de politiques dans les domaines suivants :

1. Influencer les politiques sur l'internationalisation – le rôle prédominant des associations;
2. Collaboration académique transfrontalière: la mobilité des individus (programmes de diplômes conjoints, nouveaux campus, mobilité des étudiants et des programmes);
3. Reconnaissance des diplômes universitaires: défis et solutions;
4. Mobilité des programmes, campus affiliés à l'étranger, enseignement à distance : élargir l'accès aux opportunités internationales ?

Le détail du programme et les modalités d'inscription sont disponibles sur le site Internet de l'AIU (www.iau-aiu.net/conferences/India/index.html). Pour plus d'informations sur GMA IV et sur les précédentes Réunions mondiales des Associations de l'AIU, veuillez contacter : iau@iau-aiu.net

18 mars (en anglais) et 31 mars (en français) 2011 : séminaire en ligne conjoint *Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) – AIU: Les principales tendances de l'éducation internationale dans les Amériques*

Animée par Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, cette session présentera et analysera les résultats de la 3^e Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Cette enquête est basée sur les réponses d'établissements dans 115 pays et constitue la plus importante étude sur l'internationalisation jamais entreprise à ce jour. Le rapport a été publié en septembre 2010. La présentation sera suivie d'une discussion axée sur le point de vue des Amériques et d'autres perspectives régionales particulièrement importantes pour l'avenir de la collaboration internationale. Si vous avez des questions sur le séminaire en ligne, veuillez contacter Kirsty Clarke au BCEI : kclarke@cbie.ca

17 – 18 novembre 2011 : Conférence internationale 2011 de l'AIU, *Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur*



Kenyatta University, Nairobi, Kenya

Organisée en partenariat avec l'Université Kenyatta (Kenya), la Conférence internationale 2011 de l'AIU portera sur l'accès, l'équité, la réussite dans l'enseignement supérieur. La conférence mettra en particulier l'accent sur le rôle des politiques et des pratiques institutionnelles. De plus amples informations sur la conférence vous seront communiquées prochainement.

Merci de noter les dates dans vos agendas !

12-18 novembre 2012 : 14^e Conférence générale de l'AIU – *Enseignement supérieur et agenda international*,

Université interaméricaine de Porto Rico, San Juan, Etats-Unis

Merci de réserver ces dates !

ÉVÉNEMENTS CO-SPONSORISÉS PAR L'AIU

11-12 mars 2011, British Council – Going Global 2011: *World Education: The New Powerhouse?*



Hong Kong, Chine

Les Membres de l'AIU bénéficient d'une réduction de UK £ 100 sur les frais d'inscriptions à la Conférence.

www.britishcouncil.org/goingglobal/

16-18 juin 2011, Perspectives globales: *Media Coverage of Higher Education in the 21st Century*

Toronto, Canada

<http://worldviewsconference.com/>

27-29 juin 2011, Forum global Conseil de l'Europe, International Consortium for Higher Education, Civic Responsibility and Democracy, the European Wergeland Centre, Université d'Oslo sur *Reimagining Democratic Societies: A New Era of Personal and Social Responsibility?*

Oslo, Norvège

www.amiendo.com/democratic.html

Inscription: sophie.ashmore@coe.int

25-27 mai 2011, Observatory on Borderless Higher Education (OBHE) – 2011 Forum global sur *Leveling the International Playing Field*

Vancouver, Canada

www.obhe.ac.uk/the_2011_global_forum_canada/

ÉDITION SPÉCIALE DU PROGRAMME LEADHER 2010-11 : RECONSTRUIRE LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR HAÏTIEN

S'efforçant d'accroître son soutien direct aux Membres dans les pays en développement tout en impliquant l'ensemble des Membres de l'Association, l'AIU a lancé le Programme de Développement du Leadership pour la Réforme Institutionnelle dans l'Enseignement Supérieur (LEADHER) en mai 2007. Le Programme LEADHER crée **des opportunités favorisant les partenariats d'apprentissage et la collaboration** entre les établissements Membres de l'AIU, en tirant profit de la richesse des différentes expériences de réforme institutionnelle initiées dans le monde entier. Cette initiative a marqué une première pour l'AIU car l'Association n'avait jamais offert par le passé un programme de bourses à ses Membres.

Le Programme vise à améliorer les capacités d'adaptation des EES au changement et renforce les capacités des établissements Membres de l'AIU basés dans différents pays, à travers l'échange de bonnes pratiques en matière de réformes institutionnelles et en favorisant le développement de partenariats de collaboration internationaux.

Depuis sa phase pilote, plusieurs concours ont été organisés ; les bourses octroyées via le financement de l'Agence Sida ont servi de catalyseurs pour le développement de partenariats intéressants et inhabituels, impliquant une collaboration Sud-Sud ou Nord-Sud avec plus de 43 établissements Membres de l'AIU bénéficiaires des bourses LEADHER.

Suite au séisme qui a frappé Haïti en janvier 2010, l'AIU a lancé une **édition spéciale du Programme LEADHER destinée exclusivement à contribuer à l'effort de reconstruction du secteur de l'enseignement supérieur haïtien**. L'Association espérait ainsi répondre aux besoins des parties prenantes de l'enseignement supérieur haïtien, de façon modeste mais concrète. Les bourses ainsi octroyées ont permis à quelques Membres de l'AIU de créer et de mener des projets de collaboration et/ou de planification, qui, nous l'espérons, ont jeté les bases de futurs partenariats de reconstruction à plus long terme. Chaque projet a impliqué au moins un EES basé en Haïti.

Quatre propositions ont été sélectionnées par le Comité de sélection des pairs pour obtenir un financement. Les projets ont couvert les domaines suivants : le renforcement des capacités post-catastrophe concernant certains aspects des secteurs de la médecine et de la santé et la construction de campus ; un soutien pédagogique pour la formation des étudiants en pharmacie, comprenant le développement des curricula ; l'organisation et l'application des capacités haïtiennes existantes à l'urbanisme et l'aménagement du territoire en cherchant à trouver les moyens de les appliquer à l'effort de reconstruction ; la formation en ligne des enseignants.

Grâce au financement collecté par le personnel académique et administratif de l'Université d'Ilorin, Nigeria, immédiatement après le séisme qui a frappé Haïti en janvier 2010, et plus récemment alloué à l'Association internationale des universités, d'autres initiatives LEADHER et d'autres activités visant à soutenir la reconstruction de l'enseignement supérieur haïtien sont



Le tremblement de terre de janvier 2010 a dévasté aussi les EES en Haïti.

en cours de mise en œuvre par l'AIU. Une réunion spéciale des représentants des universités haïtiennes est prévue lors de la Réunion mondiale des Associations en avril 2011. Plus d'informations sur les développements participant à l'effort de reconstruction d'Haïti vous seront communiquées dans le prochain numéro de AIU Horizons.

Nous recherchons des financements supplémentaires pour organiser d'autres concours LEADHER. Des informations détaillées, comprenant les critères d'éligibilité et le formulaire de candidature pour le Programme LEADHER seront mises en ligne sur le site Internet www.iau-aiu.net/LEADHER/index.html de l'AIU courant 2011.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Isabelle Devylder, Chargée de Programmes à l'AIU : i.devylder@iau-aiu.net

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POST-CATASTROPHE SUR DIFFÉRENTS ASPECTS DES SECTEURS DE LA MÉDECINE ET DE LA SANTÉ ET CONSTRUCTION DE CAMPUS EN HAÏTI

Ecole Supérieure d'Infotronique d'Haïti (ESIH) & Université Sains Malaysia (USM)

Le Programme LEADHER pour Haïti a proposé une évaluation des besoins et identifié les perspectives de collaboration et de synergies eu égard aux activités de renforcement des capacités du secteur de l'enseignement supérieur haïtien. L'objectif était de développer des liens plus étroits et une collaboration en matière de recherche dans les domaines de la gestion des catastrophes, en s'appuyant sur les expériences de l'USM tirées des efforts de reconstruction à Aceh et au Pakistan.

Deux visites d'étude ont eu lieu, la première en Malaisie et la seconde à Port-au-Prince, Haïti, en septembre et octobre 2010. Ces visites ont permis d'acquiescer une compréhension globale des besoins du secteur de l'enseignement supérieur haïtien et d'un certain nombre d'établissements après le séisme ; de développer un portefeuille de projets de collaboration potentiels dans les

domaines de la gestion et de la préparation aux catastrophes, des sciences informatiques, du renforcement des capacités et de la reconstruction des campus ; et de préparer un rapport en vue de promouvoir les liens dans la recherche incluant des projets de recherche, des échanges d'étudiants et d'enseignants, des activités de formation en ligne et informatisées et des publications conjointes.

Les visites sur place ont permis aux deux établissements d'étudier des opportunités potentielles de collaboration transnationale, notamment dans le domaine de la recherche, sur le thème des efforts de reconstruction post-catastrophe du secteur de l'enseignement supérieur haïtien.

Les deux établissements sont engagés dans un effort de reconstruction à long terme du secteur de l'enseignement supérieur haïtien post-catastrophe. De nombreuses opportunités ont été identifiées et devront être approfondies, et l'on s'attend à une multitude de défis, particulièrement en ce qui concerne le financement des projets identifiés, en raison de la destruction significative des infrastructures et du manque de ressources en Haïti après le séisme.

Plusieurs propositions de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur haïtiens et malaisiens ont été établis dans différents domaines, dont : la recherche conjointe, les échanges de personnel et d'étudiants, l'enseignement postuniversitaire, l'enseignement et l'apprentissage. D'autres initiatives incluent l'identification de l'internationalisation potentielle de projets de recherche collaborative, jetant ainsi les bases d'un programme de collaboration postuniversitaire offrant des opportunités de stages à l'étranger pour les étudiants. La possibilité pour les étudiants haïtiens de s'inscrire dans des programmes de Master et de Doctorat à USM est à l'étude et pourrait constituer l'un des programmes de renforcement des capacités. Le projet est à la recherche de nouveaux financements et sollicite des bailleurs de fonds internationaux comme l'Union européenne, la Banque mondiale et le PNUE. L'un des objectifs du projet est de former un nombre significatif de chercheurs et d'universitaires dans les années à venir.

L'AIU a accueilli l'ESIH comme Membre institutionnel, et cette adhésion permettra de créer d'autres opportunités d'association et de coopération.

Les visites d'échange ont permis aux participants de prendre conscience de la richesse des aspects socioculturels des pays respectifs. Elles ont également souligné la nécessité et l'utilité de partager son expertise dans l'enseignement supérieur.



Efforts de reconstruction du secteur de l'enseignement supérieur haïtien.

PARTICIPATION AUX EFFORTS DE RECONSTRUCTION DU SYSTÈME DE SANTÉ HAÏTIEN

Faculté de Médecine & de Pharmacie, Université d'Etat d'Haïti & Université Claude Bernard Lyon 1, France



Partenariat France / Haïti – Projet LEADHER.

La Faculté de Médecine et de Pharmacie (FMP) de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) est le seul établissement

d'enseignement supérieur haïtien à délivrer des diplômes en pharmacie. La Faculté a connu une crise significative en 2009 qui s'est traduite par des grèves étudiantes importantes entraînant l'arrêt des cours pendant près d'un an. Durant le séisme de janvier 2010, la plupart des bâtiments ont été détruits ou saccagés.

Dans ce contexte, la Faculté de Pharmacie de l'Université Claude Bernard Lyon 1 a décidé travailler avec la Faculté de Pharmacie de Caen (Université Caen Basse-Normandie) pour apporter un soutien pédagogique aux étudiants haïtiens en pharmacie, tout en s'appuyant sur son expérience dans le domaine du renforcement des curricula à la Faculté de Pharmacie de Kaboul (Afghanistan).

L'objectif à long terme des activités entreprises dans le cadre du programme LEADHER était d'apporter un soutien pour la formation des enseignants sur place ou via un échange de personnel : les enseignants français devaient former de jeunes pharmaciens haïtiens désireux d'enseigner à la FMP à leur retour et souhaitant contribuer à la mise en œuvre de la réforme du curriculum en pharmacie (prolongé à 5 ans d'études) qui devrait être effective dans les années à venir.

Le représentant de la Faculté de Pharmacie de Lyon s'est rendu en Haïti en octobre et a rencontré les différents partenaires impliqués dans la reconstruction du système de santé haïtien. Ces réunions ont permis d'approfondir la coopération universitaire en pharmacie entre Haïti et la France, et l'implication de la Faculté de Lyon augmentera ainsi les opportunités d'échange.

Grâce au financement supplémentaire alloué par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), les activités LEADHER seront davantage développées ; plusieurs missions sont en cours de préparation pour permettre au personnel enseignant des deux universités françaises d'enseigner à Port-au-Prince. L'enseignement portera sur la biochimie, la chimie organique, la chimie thérapeutique, le droit pharmaceutique et les questions juridiques. Les disciplines ont été choisies par le Comité directeur de la FMP. Suite aux discussions entre les différents acteurs lors de la visite sur place, un projet de « campus de santé » est aujourd'hui en cours d'élaboration et s'accompagnera d'activités de formation des enseignants et de la construction d'infrastructures, de salles de classe dédiés aux séminaires pratiques et de laboratoires.

AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Depuis la parution du dernier numéro de *AIU Horizons*, l'AIU a participé à de nombreuses conférences internationales sur des thèmes liés au travail de l'Association.

Conférence générale du programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE)



13 September 2010, Paris, France

Le professeur Janyne Hodder, ancienne Présidente du University College of the Bahamas et Membre du CA de l'AIU, est intervenue lors de la séance plénière de la Conférence générale du programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur, organisée au siège de l'OCDE. La Conférence avait pour thème L'enseignement supérieur dans un monde en profonde mutation. Faire plus avec moins.

La présentation du Pr. Hodder est disponible en ligne: www.iau-aiu.net/association/pdf/Janyne_Hodder_2010.pdf.

Rendre l'Espace européen de l'enseignement supérieur plus transparent



13-14 septembre 2010, Belgique

Lors de cette réunion organisée à Château de Namur, Belgique, le Pr. Stephen Freedman, Vice-président de l'Université Fordham, New York, Etats-Unis, et Membre du CA de l'AIU, est intervenu sur le thème de la *Transparence dans un contexte international*.

La présentation du Pr. Freedman est disponible à: www.eutrio.be/making-european-higher-education-area-more-transparent

Congrès international sur l'enseignement supérieur – Responsabilité sociale et éthique de l'enseignement supérieur



27-29 septembre 2010, Buenos Aires, Argentine

Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, a participé à cette réunion organisée par Professeur Juan Tobias, Recteur de l'Université du Salvador et Membre du Conseil de l'AIU. Près de 400 participants originaires d'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique ont assisté au congrès. L'OUï et le RULE (réseaux d'universités d'Amérique latine et d'Europe) ont également parrainé l'événement. La présentation d'Eva Egron-Polak intitulée *Globalisation, internationalisation et régionalisation dans l'enseignement supérieur: une seule et unique tendance* est disponible en ligne:

www.salvador.edu.ar/home/congreso

5^{ème} Réunion du Conseil consultatif de l'étude de faisabilité du classement U-Multirank



5 novembre 2010, Bruxelles, Belgique

Isabelle Turmaine, Directrice du Centre d'Information et des Services de Communication de l'AIU, a assisté à la 5^{ème} réunion du Conseil consultatif de l'étude de faisabilité du classement U-Multirank, étude commandée par la Commission européenne au réseau CHERPA. Les 9 experts présents à la réunion devaient discuter du rapport intérimaire d'avancement, et plus particulièrement des résultats du test préliminaire visant à évaluer les instruments de collecte d'information, ainsi que de la liste des établissements sélectionnés pour l'étude pilote. Il manque à ce jour des candidats pour les Etats-Unis, le Japon, l'Inde, la Chine et l'Amérique latine. Si vous souhaitez participer, merci de contacter: i.turmaine@iau-aiu.net – www.u-multirank.eu/

European University Association (EUA): Projet Accès et réussite – Améliorer le partenariat entre les universités d'Europe et d'Afrique: une contribution à la coopération au développement



28 septembre 2010, Bruxelles, Belgique

Elodie Boisfer, Assistante exécutive de l'AIU, a représenté l'AIU lors de la conférence d'information de fin de projet de l'European University Association (EUA). L'objectif de cette conférence était de faire connaître les résultats et les recommandations du projet à la communauté politique de Bruxelles et aux bailleurs de fonds. Un Livre blanc de recommandations sur la coopération et la coordination européenne concernant le renforcement des capacités des universités africaines a été présenté et fait l'objet de discussions. La plupart des thèmes abordés dans le Livre blanc sont probablement valides pour la coopération avec les pays les plus émergents dans le domaine de l'enseignement supérieur. Cependant, compte tenu de la portée du projet, les thèmes abordés portent spécifiquement sur le renforcement des capacités des universités africaines, la collaboration entre les universités africaines et européennes, et le partenariat stratégique Afrique-UE.

www.accesstosuccess-africa.eu/web/events/conference.html

Conférence internationale 2010 de l'EAIE – Making Knowledge Work



15-18 septembre 2010, Nantes, France

Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU, a assisté à la Conférence internationale 2010 de l'European Association for International Education (EAIE) (www.eaie.org). L'AIU a profité de cette occasion pour promouvoir le rapport de sa 3^{ème} enquête mondiale sur l'internationalisation et son service de conseil en

matière de stratégies d'internationalisation (ISAS). Cf. www.iau-aiu.net. La prochaine Conférence de l'EAIE se tiendra à Copenhague, Danemark, du 13 au 16 septembre 2011. L'AIU contribuera alors à plusieurs ateliers dont l'un sur les programmes doctoraux et l'autre sur le rôle des universités dans la promotion du dialogue interculturel.

Comité sur les organisations internationales non gouvernementales du Conseil exécutif de l'UNESCO



6-7 octobre 2010, Paris, France

Isabelle Turmaine, Directrice du Centre d'Information et des Services de Communication de l'AIU, est intervenue lors de ce comité organisé au siège de l'UNESCO à Paris, France. En tant que Membre élu du Comité de liaison ONG-UNESCO – organe regroupant plus de 300 ONG en relations officielles avec l'UNESCO – elle a abordé le thème des *Relations de l'UNESCO avec les ONG: de la théorie à la pratique*, du point de vue de l'AIU.

http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=48093&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Réunion du Comité du Forum ouvert EuroScience

16 octobre 2010, Turin, Italie

Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, a été invitée à faire partie du Comité d'organisation de l'ESOF 2012 (Forum ouvert EuroScience) qui se tiendra à Dublin, Irlande, en juillet 2012. La première réunion du Comité s'est tenue le 16 octobre 2010. L'édition 2010 de l'ESOF a rassemblé près de 5 000 chercheurs européens à Turin, Italie, pour les mettre en relation et accroître la visibilité des carrières de chercheur en créant une réelle communauté de chercheurs en Europe. Dublin, la prochaine ville hôte, devrait dépasser ce chiffre en 2012 et s'ouvrir à des chercheurs non-européens. L'appel à contributions de l'ESOF 2012 devrait paraître prochainement. www.esof.eu/



Congrès mondial des universités – Quels devraient être les nouveaux objectifs et responsabilités des universités dans le contexte mondial actuel ?



20-24 octobre 2010, Çanakkale, Turquie

Le Vice-président de l'AIU, Pier Ugo Calzolari (ancien Recteur de l'Université de Bologne), et Ross Hudson, Chargé de programmes à l'AIU, ont représenté l'Association lors de ce congrès coparrainé par l'AIU et organisé par l'Université Canakkale Onsekiz Mart, membre de l'AIU. Ils ont présenté le travail de l'AIU et plus particulièrement les principales conclusions de la 3^{ème} Enquête mondiale de l'AIU sur

l'internationalisation de l'ES. Les documents de la conférence sont disponibles en ligne: www.worlduniversitiescongress.com/en/

Conférence des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI)



20-24 octobre 2010, Calgary, Canada

Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, et Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU ont participé à la première Conférence annuelle des Amériques sur l'Education Internationale (CAEI) organisée par deux organisations membres de l'AIU – le Bureau canadien d'Education internationale (CBIE) et l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI), et par un autre partenaire de l'Association, le Consortium for North American Higher Education Collaboration (CONAHEC). Près de 700 participants venus des Amériques et d'ailleurs se sont penchés sur l'internationalisation comme moyen de créer un espace de l'enseignement supérieur des Amériques. E. Egron-Polak et M. Green ont pris part à la session d'ouverture et présenté les conclusions de la 3^{ème} Enquête mondiale sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur tout en focalisant plus particulièrement sur la question de la mobilité étudiante et sur les processus de coopération au sein des Amériques (<http://caie-caei.org/>).

Dimension globale de l'Espace européen de l'enseignement supérieur – Réunion du Groupe de travail



28 octobre 2010, Bucarest, Roumanie

Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, a également participé à cette réunion du Groupe de travail. Le Groupe de travail est chargé d'émettre des recommandations pour la troisième édition du Forum politique mondial organisée parallèlement aux conférences ministérielles du Processus de Bologne. Le Forum se tiendra à Bucarest en 2012. www.ehea.info

« Mundus ACP » – Réunion d'inauguration Erasmus Mundus



20-24 octobre 2010, Université de Porto, Portugal

Dr. Hilligje Van't Land, Directrice des Adhésions et du Développement des Programmes à l'AIU, a participé à la réunion d'inauguration du projet Mundus ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Ce projet a été développé dans le cadre du projet Erasmus Mundus Action 2 – Phase 1 par l'Université de Porto, Membre de l'AIU. La réunion d'inauguration, ouverte par le Recteur, Professeur José Marquês dos Santos, puis dirigée par le Professeur A. Marquês, Vice-recteur Internationalisation et également Membre suppléant du Conseil de l'AIU, a permis de lancer le programme de bourses destiné à promouvoir les

AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

échanges académiques entre les étudiants et les membres du personnel d'établissements d'enseignement supérieur des pays ACP et d'Europe. L'AIU est l'un des Associés du projet. L'AIU a invité ses établissements membres dans les pays ACP à se rendre sur le site Mundus ACP et à encourager leurs étudiants de Master et de Doctorat et leur personnel à postuler pour les bourses offertes.

<http://mundusacp.up.pt>

2^{ème} Réunion de la Conférence des Recteurs Asie-Europe (ASEM) – Coopération universitaire Asie-Europe : contribuer à la société mondiale du savoir



26-27 octobre 2010, Séoul, Corée du Sud

Isabelle Turmaine, Directrice du Centre d'Information et des Services de Communication de l'AIU, a participé à cette réunion organisée à la Korea University. Les recommandations – qui doivent encore être finalisées – seront présentées lors de la 3^{ème} Réunion Asie-Europe des Ministres de l'Éducation, qui se tiendra à Copenhague, Danemark, en mai 2011.

www.asef.org/index.php?option=com_project&task=view&id=661

Open Ed 2010 – 7^{ème} Conférence annuelle sur l'éducation ouverte REL : Impact et durabilité

2-4 novembre 2010, Barcelone, Espagne

Isabelle Turmaine, Directrice du Centre d'information et des Services de Communication de l'AIU, a assisté à la première Conférence OpenEd organisée en dehors des États-Unis, par l'Universitat Oberta de Catalunya – Membre de l'AIU – l'Open Universiteit (Pays-Bas) et la Brigham Young University (USA) – cf. <http://openedconference.org/2010/>. L'AIU a soutenu l'événement. S'appuyant sur les informations et les discussions qui ont eu lieu lors de la conférence, l'Association envisage d'initier un projet visant à faciliter l'utilisation des ressources éducatives libres (REL) par l'intermédiaire des bibliothécaires universitaires. Si vous êtes intéressé, veuillez contacter : i.turmaine@iau-aiu.net

2^{ème} Conférence annuelle de l'African Network for Internationalization of Education (ANIE) – Internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique : opportunités et défis



4-5 novembre 2010, Kampala, Ouganda

Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU, a assisté à la deuxième réunion annuelle de l'ANIE, Membre Affilié de l'AIU. M. Hudson a présenté certaines conclusions de la 3^{ème} Enquête mondiale de l'AIU et a fait la promotion du Rapport et du service ISAS de l'AIU aux quelque 80 participants venus du monde entier.

www.anienetwork.org

Conférence du Conseil de l'Europe (CoE) : Liberté académique et autonomie institutionnelle : le rôle des autorités publiques

8-9 novembre 2010, Strasbourg, France

Deux membres du Conseil d'Administration de l'AIU ont assisté à cette conférence du CoE. Cette conférence a offert aux différents partenaires du CoE (autorités publiques, établissements d'enseignement supérieur, associations d'universités) un espace de réflexion; pour répondre à un certain nombre de questions soulevées dans une étude de faisabilité par Pavel Zgaga, Professeur à la Faculté des sciences de l'éducation, Université de Ljubljana, Slovénie, et pour lancer le projet sur l'élaboration d'un instrument normatif sur le thème «Liberté académique et autonomie institutionnelle: le rôle des autorités publiques». Dr. Molly Corbett Broad, Présidente de l'American Council on Education (ACE) et Vice-présidente de l'AIU, a abordé ce thème dans sa présentation et expliqué comment fonctionnent la liberté académique et l'autonomie institutionnelle aux États-Unis et comment ces deux principes fondamentaux ont permis à l'enseignement supérieur américain de prospérer. Dr. Agneta Bladh, ancienne Rectrice de l'Université de Kalmar, Suède, et Membre du Conseil de l'AIU a utilisé la déclaration de l'AIU sur la liberté académique, l'autonomie universitaire et la responsabilité sociale comme document de référence (www.iau-aiu.net/p_statements/af_statement.html) pour participer au débat de la table de ronde de clôture sur le thème: *La main invisible du marché? Le rôle du secteur économique dans le débat.* www.coe.int/t/dg4/highereducation/Forums/default_EN.asp.

Semaine de l'éducation internationale



17 novembre 2010, University of Arizona, États-Unis

La Secrétaire générale de l'AIU a fait deux présentations sur l'internationalisation lors de cette réunion organisée à l'University of Arizona, Membre de l'AIU. Elle s'est d'abord adressée au personnel universitaire en charge des relations et des projets internationaux dans plusieurs facultés et écoles de l'université en axant son discours sur les dernières tendances liées à l'internationalisation, puis s'est ensuite exprimée aux côtés de Jamil Salmi de la Banque mondiale, qui a abordé le thème des universités de classe mondiale, en s'appuyant sur les remarques de son dernier ouvrage à ce sujet.

7^{ème} Conférence internationale PEACE

22-23 novembre 2010, Universita Politecnica de Catalunya,
Barcelone, Espagne

L'AIU a participé à la septième réunion de cette initiative visant la coopération académique et l'échange la Palestine et l'Europe. L'Association était représentée à cette occasion par Dr. Hilligje Van't Land, Directrice des Adhésions et du Développement des Programmes à l'AIU, qui a participé à la session ouverte avec le Professeur Barakat, Vice-président de l'Université d'Hébron et



Présentation du Pr Baydar à la Conférence PEACE

Président de PEACE, M. Andreu Claret, Directeur exécutif de la Fondation Anna Lindh, et Mme Monica Margarit, Directrice de la Fundació Universidad.es. Dr. Van't Land a fait également une présentation durant la session sur la promotion du dialogue entre les cultures et les civilisations, à laquelle ont participé le Professeur Federico Mayor, Président de la Fondation Culture de paix et co-président de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, et le Professeur Baydar, Recteur de l'Université Suleyman Demirel et Membre du CA de l'AIU. Tous les intervenants ont appelé l'ES à promouvoir l'apprentissage et le dialogue interculturels à tous les niveaux institutionnels. Vous trouverez davantage d'informations sur l'initiative PEACE et la conférence à l'adresse suivante: www.peace-programme.org/home.html

Cinquième réunion du Comité des pairs Ubuntu sur les CRE

23 novembre 2010, Barcelone, Espagne



Le professeur A.R. Dzulkifli, Vice-chancelier de l'Université Sains Malaysia, et Vice-président de l'AIU, a assisté à cette réunion du Comité des pairs Ubuntu sur les centres régionaux d'expertise (CRE) dédiés à l'éducation pour le développement durable. Organisée à l'Universitat Politècnica de Catalunya (UPC), la réunion a été présidée par M. Kazuhiko Takemoto, Membre éminent du Programme EDD de l'UNU-IAS. Les participants ont examiné le rapport sur l'état d'avancement des CRE et évoqué des pistes possibles pour la seconde moitié de la DEDD. En novembre 2010, le réseau mondial des CRE comprend 77 centres dans le monde: 22 en Europe, 28 en Asie-Pacifique, 14 au Moyen-Orient et en Afrique, et 13 aux Amériques. Il en ressort que 60% des CRE sont dirigés par des établissements d'enseignement supérieur (EES), créant ainsi des synergies entre les EES et les gouvernements locaux. Le Comité a examiné 24 propositions de création de CRE (6 d'Afrique, 5 d'Europe, 1 des Amériques et 12 d'Asie-Pacifique). Huit d'entre elles ont été retenues. La réunion a également abordé le futur développement de la communauté des CRE. Une connexion avec les ressources ProSPER.Net, une initiative UNU-IAS, a été évoquée, au vu notamment du matériel de formation des chercheurs et des formateurs développé dans le cadre de l'un des projets ProSPER.Net. En dernier lieu, il a été suggéré d'encourager les CRE à s'engager aux côtés des gouvernements locaux en

vue d'intégrer l'EDD à l'ordre du jour du Sommet Rio+20; une manifestation parallèle à la réunion préparatoire du Sommet Rio+20 a également été suggérée.

5^{ème} Conférence internationale du GUNI – L'enseignement supérieur engagé dans la durabilité: de la compréhension à l'action

23-25 novembre 2010, Barcelone, UPC, Espagne



Plusieurs Membres du CA de l'AIU ont participé activement à cette conférence. Dr. Van't Land, Directrice des Adhésions et du Développement des Programmes à l'AIU, organisait avec le PNUE une session parallèle sur le thème The Good practices: sharing actions for change, durant laquelle les résultats de l'enquête mondiale sur les styles de vie durables pilotée par le PNUE, à laquelle l'AIU et 16 établissements membres de l'AIU ont participé, ont été présentés. Dr. Van't Land a également organisé un atelier de travail sur le thème De la compréhension à l'action et fait part des conclusions du groupe de travail lors de la séance plénière de clôture. Les résultats du projet GUNI – AIU – AUA sur le rôle des universités dans la promotion du développement durable en Afrique subsaharienne ont été présentés par le Professeur Goolam Mohamedbhai, ancien Président de l'AIU. Les résultats de ce projet seront publiés sur le site Internet de l'AIU en février – www.guni-mies.net/conference2010/

5^{ème} réunion annuelle du Groupe de référence de la DEDD

29-30 novembre 2010, UNESCO, Paris, France



Le Groupe de référence de la DEDD s'est réuni pour la 5^{ème} fois au siège de l'UNESCO à Paris pour discuter des progrès réalisés concernant les objectifs de la Décennie des Nations Unies sur l'éducation pour le développement durable 2005-2014. La réunion avait également pour objectif de discuter des progrès enregistrés à l'UNESCO, avec le personnel et des représentants des délégations nationales. A cet égard, Dr. Van't Land, Directrice des Adhésions et du Développement des Programmes à l'AIU, participait à un Forum sur le thème de *L'éducation au développement durable et le mandat de l'UNESCO: domaines clés pour plus de synergies et pour le travail*, et co-organisait un atelier de travail sur ce même thème à l'intention du personnel de l'UNESCO.

Sommet mondial de l'innovation pour l'éducation (WISE)

7-9 décembre, Doha, Qatar

Le programme du sommet, auquel ont assisté le Pr. Dzulkifli, Vice-président de l'AIU et Vice-chancelier de l'Université Sains Malaysia, et Pier Ugo Calzolari, Vice-président de l'AIU et ancien Recteur de l'Université de Bologne, Italie, a porté sur l'amélioration des structures éducatives existantes et l'examen des tendances



innovantes. Des sessions plénières et des sessions de travail en petits groupes ont été organisées autour de ces thèmes; une session plénière supplémentaire a abordé plus particulièrement la question cruciale du financement de l'éducation au 21^e siècle. (www.wise-qatar.org/en/Summit/Summit-2010).

Center for Higher Education en Equity Research (CHEER), Université du Sussex, Séminaire: Partager les connaissances pour une participation élargie: le cas de l'enseignement supérieur au Ghana et en Tanzanie

9 décembre, Sussex, Royaume-Uni

Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU, a assisté à ce séminaire organisé à l'Université du Sussex, RU, au cours duquel elle est intervenue dans une session de travail consacrée à l'avenir du projet. Pour plus d'informations sur le CHEER, veuillez consulter: www.sussex.ac.uk/cheer/index

PROCHAINEMENT L'AIU PARTICIPERA AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS SUIVANTES

International Symposium on Regional and Interregional Cooperation of Universities

17-18 février 2011, Tokyo, Japon

University of Nottingham's Annual Dearing Higher Education Conference: The Globalization of Higher Education

17 février 2011, Nottingham, Royaume-Uni

www.nottingham.ac.uk/lorddearing/index.aspx

Association of International Education Administrators (AIEA) Annual Conference 2011 – Competition and Collaboration in the Global Transformation of Higher Education

20-23 février 2011, San Francisco, Etats-Unis

www.aieaworld.org

Atelier de l'Association canadienne du personnel administratif universitaire – Internationalisation de l'enseignement supérieur

24-25 mars 2011, Toronto, Canada

<http://caubo-ca>



Observatory on Borderless Higher Education 2011 Global Forum – Leveling the International Playing Field: A New Global Regionalism for Sustainable Partnerships, Student Mobility and Open and Distance Learning

25-27 mai 2011, Vancouver, Canada

www.obhe.ac.uk/the_2011_global_forum_canada/



➔ SI VOUS SOUHAITEZ PRENDRE CONTACT AVEC LES REPRÉSENTANTS DE L'AIU PRENANT PART OU AYANT PRIS PART À CES ÉVÉNEMENTS, merci de nous contacter à : iau@iau-aiu.net

NOUVELLES DES MEMBRES

L'AIU A LE PLAISIR D'ANNONCER LES LAURÉATS DU PRIX AIU/ PALGRAVE MACMILLAN LTD POUR UN ARTICLE DE RECHERCHE!

Le thème du concours 2010 était : *Privatisation de l'enseignement supérieur public: tendances actuelles et impact sur le long terme.*



L'AIU et Palgrave Macmillan Ltd ont le plaisir d'annoncer que l'article intitulé **Reconsidering Privatization in Cross-Border Engagements: The Sometimes Public Nature of Private Activity**, coécrit par **Pr. Jason E. Lane** et **Pr. Kevin Kinser**, du Département de l'Administration de l'éducation et des Etudes politiques, **Université d'Etat de New York à Albany**, est l'article primé de l'édition 2010 du Prix AIU/ Palgrave pour un article de recherche sur la politique d'enseignement supérieur.



Otre une récompense financière d'un montant de 1 000 £ (environ 1600 \$), l'article des Pr. Lane et Kinser sera inclus en intégralité dans un prochain numéro de Higher Education Policy (HEP); il sera aussi disponible sur le site Internet de la revue (www.palgrave-journals.com/hep/index.html).

Otre une récompense financière d'un montant de 1 000 £ (environ 1600 \$), l'article des Pr. Lane et Kinser sera inclus en intégralité dans un prochain numéro de Higher Education Policy (HEP); il sera aussi disponible sur le site Internet de la revue (www.palgrave-journals.com/hep/index.html).

Résumé de l'article

Les tendances liées à la privatisation de l'enseignement supérieur ont été généralement analysées du point de vue de l'établissement et de sa relation avec l'Etat octroyant le financement. Le phénomène récent de l'enseignement supérieur international transfrontalier induit cependant une vision plus complexe de la privatisation. La séparation géographique de l'Etat financeur est une forme extraordinaire de privatisation dans le secteur public. Parallèlement, les pays hôtes peuvent compter sur les campus internationaux affiliés pour atteindre leurs objectifs publics. Cet article examine le concept de privatisation à travers des initiatives éducatives transfrontalières, et soutient que la nature publique et privée de l'enseignement supérieur transfrontalier peut être uniquement comprise dans sa globalité en considérant la relation entre les pays d'origine et les pays hôtes. L'analyse compare comment les gouvernements du Qatar et de l'Etat malaisien de Sarawak ont recours aux prestataires éducatifs étrangers pour soutenir les objectifs gouvernementaux et comment ces objectifs apparemment publics remettent en question le concept traditionnel de privatisation.

Nouveaux membres de l'AIU

L'AIU souhaite la bienvenue aux nouveaux Membres qui se sont joints à l'Association depuis le mois d'octobre 2010.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Azerbaijan University of Architecture and Construction,

Azerbaïjan
www.azmiu.edu.az



University of Saint Joseph,

Chine, Macao
www.usj.edu.mo



Tallinn University,

Estonie
www.tlu.ee



Ivane Javakhishvili Tbilisi State University,

Georgie
www.tsu.edu.ge



Ecole Supérieure d'Infotronique d'Haïti (ESIH),

Haïti
www.esih.edu



University of Science and Culture,

Iran
www.usc.ac.ir



Meiji University, Japon

www.meiji.ac.jp/cip/english



Bowen University,

Nigéria
www.bowenuniversity.edu.org



Voronezh State University of Architecture

and Civil Engineering, Russie
http://edu.vgasu.vrn.ru

University of South Africa, Afrique du Sud

www.unisa.ac.za/



Taras Shevchenko National University of Kyiv,

Ukraine
www.univ.kiev.ua/



Florida Gulf Coast University

USA
www.fgcu.edu/

ORGANISATIONS

Association pour l'enseignement supérieur

suédois, Suède
www.suhf.se/web/In_English.aspx



ASSOCIÉ

Kevin Kinser, Professeur Associé au département d'administration en éducation et d'études sur les politiques, Institute for Global Education Policy Studies, State University of New York à Albany, Etats-Unis d'Amérique.

➔ SI VOUS SOUHAITEZ DEVENIR MEMBRE DE L'AIU, merci de contacter le Dr. Hilligje Van't Land, Directrice des Adhésions et de développement des programmes, à h.vantland@iau-aiu.net

L'AIU salue la nomination du nouveau Secrétaire général de l'AUA

L'AIU salue la nomination du nouveau Secrétaire général de l'AUA.

Sa nomination a pris effet le 1^{er} décembre 2010. A l'invitation du gouvernement fédéral du Nigéria, Pr. Jegede a relancé des activités d'enseignement ouvert et à distance au Nigéria, et occupé le poste de Coordinateur national des Programmes nationaux d'enseignement ouvert et à distance en 2001 avant d'être nommé Directeur et Vice-chancelier de la National Open University of Nigeria en 2003. Il a occupé différents postes souvent liés à l'enseignement ouvert et à distance dans différentes régions du monde, notamment en Australie, à Hong Kong et au Nigéria. (<http://aau.org/>)

Membre du Conseil d'administration de l'AIU décorée

L'AIU félicite **Patricia Pol**, Vice-présidente développement international, Université Paris-Est, France, et Membre du Conseil d'Administration de l'AIU, qui s'est vu remettre le 14 décembre 2010 l'**Insigne de Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur pour ses travaux sur la progression de l'internationalisation de l'enseignement supérieur** en France, en Europe et dans le monde.



In Mémoriam

Rafael Cordera Campos Secrétaire général de l'UDUAL (1947-2010)

D'origine mexicaine, le Prof. Cordera Campos était licencié en économie de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM). Pendant 30 années, il a occupé des postes de professeur d'histoire de l'économie du Mexique et de l'Amérique latine. Il a été secrétaire général du ministère de l'Économie. Il a aussi été directeur général adjoint et des Services communautaires, et Responsable des affaires étudiantes de l'UNAM. Pendant plus de 20 ans il aura tenu des chroniques dans plusieurs journaux nationaux au Mexique.



Ses intérêts de recherche étaient axés sur les questions relatives au rôle des universités et de l'enseignement supérieur dans le développement national. Il a publié plus de quinze ouvrages collectifs en tant qu'auteur principal.

Il était Secrétaire général de l'Union des universités d'Amérique latine et les Caraïbes (UDUAL) depuis Novembre 2004 et membre suppléant du Conseil d'administration de l'AIU depuis 2008. L'AIU offre ses condoléances aux membres de sa famille et à ses collègues de l'UDUAL.

Dossier thématique :

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, COLLABORATIONS ET PARTENARIATS

L'AIU est une organisation de Membres et, en tant que telle, développer des partenariats avec et entre ses membres est l'un de ses principaux objectifs et constitue un élément central de ses activités. L'AIU offre une plateforme favorisant le partage d'informations, et le développement d'actions conjointes pour atteindre des objectifs communs.

Travailler en partenariat et encourager les opportunités de réseautage est devenu aujourd'hui une caractéristique centrale et une dimension essentielle de l'enseignement supérieur. L'AIU poursuit fièrement ces objectifs en travaillant avec les établissements, organisations et autres parties prenantes du monde entier.

L'AIU travaille en étroite relation avec les différentes parties prenantes de l'enseignement supérieur lors de l'élaboration des programmes de ses conférences internationales annuelles, de ses Réunions mondiales des associations biennales, ou des séminaires d'experts. Ces conférences permettent d'instaurer de nouveaux liens entre les participants. L'AIU développe également d'autres projets et d'initiatives dont l'objectif est similaire. Par exemple, le Programme de Développement du Leadership pour la Réforme Institutionnelle dans l'Enseignement Supérieur (LEADHER) octroie des bourses pour réunir les établissements Membres de l'AIU, favorisant ainsi l'échange de connaissances, l'apprentissage mutuel et le développement d'activités conjointes. Par ailleurs, des projets comme le nouveau Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) donnent lieu à des partenariats mutuels, bénéfiques, détaillés et pérennes entre l'AIU et les universités ayant recours à ce nouveau service.

En vue d'instaurer des associations mutuellement bénéfiques avec les parties prenantes de l'enseignement

supérieur à travers le monde, les membres du Conseil d'administration et les membres du personnel de l'AIU représentent l'Association lors d'un grand nombre de conférences et de réunions internationales organisées chaque année. L'Association est également représentée sur des comités consultatifs et d'autres organes dans le cadre de projets et/ou initiatives spécifiques.

Enfin, l'AIU a récemment redéfini la catégorie 'Associé' de l'AIU en l'ouvrant à des leaders et des experts de l'enseignement supérieur reconnus, qui partagent certains des objectifs et valeurs de l'AIU et qui souhaitent renforcer leur collaboration personnelle avec l'Association. Impliqués dans le programme de diffusion des informations, les Associés assistent aux conférences et participent aux projets de l'AIU. L'Association est convaincue que ceci profitera au réseau dans son ensemble.

L'AIU continuera de développer des projets et des initiatives pour favoriser d'autres collaborations entre ses Membres, aujourd'hui et à l'avenir. Veuillez consulter régulièrement le site Internet de l'AIU pour de plus amples détails.

Le présent dossier thématique porte sur les partenariats universitaires, et des aspects spécifiques de ce thème ont été abordés par des auteurs du monde entier travaillant au sein d'établissements Membres et de partenaires de l'AIU. Les thèmes incluent :

- *Les Réseaux/Associations d'universités : alliances stratégiques ?*
- *Modèles de partenariat/coopération internationale*
- *Partenariats de recherche*
- *Partenariats de développement*
- *Partenariats établissement/industrie*
- *Programmes communs et doubles diplômes*
- *Partenariats multi-parties prenantes*



RÉSEAUX/ASSOCIATIONS D'UNIVERSITÉS : ALLIANCES STRATÉGIQUES ? – Matariki Network of Universities

par **Pr Sarah Todd**, Vice-chancière adjointe (International), Université d'Otago, Dunedin, Nouvelle-Zélande (sarah.todd@otago.ac.nz)



A l'heure où les universités du monde entier relèvent le défi de l'internationalisation et où de nombreux « protocoles d'accord » sont signés, il est

important de prendre le temps de réfléchir sur le réel objectif de ces partenariats institutionnels et de déterminer le nombre de partenariats dans lesquels un établissement peut activement s'engager. A l'Université d'Otago, Nouvelle-Zélande, de telles réflexions, ainsi qu'un examen des divers réseaux universitaires

internationaux établis ces dernières années, nous ont conduits à examiner la manière de développer au mieux des relations étroites avec un petit nombre de partenaires partageant le même point de vue. Nous avons la chance de bénéficier d'un certain nombre d'accords bilatéraux avec des établissements très renommés à travers le monde et de faire partie d'un réseau qui nous offre l'opportunité de travailler en étroite collaboration avec les universités partageant de nombreuses caractéristiques. Il existe donc un potentiel réel pour développer des activités de collaboration et de benchmarking sur une base multilatérale.

L'une des idées majeures justifiant la formation du Réseau Matariki des Universités (MNU) est le fait qu'un réseau uni d'universités partageant des valeurs, des caractéristiques et des objectifs communs a le potentiel d'apporter une autre dimension et d'autres valeurs que celles véhiculées à travers nos partenariats bilatéraux. Ce réseau spécifique diffère d'autres associations similaires, dans la mesure où la situation géographique et la représentation de toutes les régions du monde ne sont pas le critère principal d'adhésion. Au contraire, les membres fondateurs (Université de Dartmouth, Etats-Unis, Université de Durham, Angleterre; Queen's University, Canada; Université d'Otago, Nouvelle-Zélande; University of Western Australia; Université de Tübingen, Allemagne; et Université d'Uppsala, Suède) entretiennent des relations étroites et partagent plusieurs attributs clés.

Un ensemble de caractéristiques significatives communes à chaque université et qui, selon nous, était important pour servir de base au partage des bonnes pratiques internationales et encourager la collaboration, a initialement été identifié. Ces caractéristiques ont servi de base pour réfléchir à d'autres établissements qui pourraient être intéressés par une approche de réseau, et comprennent des références pour les communautés universitaires où l'excellence dans l'enseignement et la recherche est tout autant valorisée, avec des chercheurs éminents directement impliqués dans l'enseignement, et où l'enseignement est une combinaison d'apprentissage universitaire et d'épanouissement personnel au sein d'une communauté diversifiée. Afin d'assurer une base durable en matière de benchmarking et de partage de bonnes pratiques, les membres potentiels ont également été pris en compte selon leur situation géographique (ils sont tous situés en dehors de la capitale de leur pays respectif) et jouissent d'une présence solide dans leur communauté locale. Tous font partie des plus anciens et premiers lieux d'apprentissage de leur pays, accueillent aussi bien des étudiants de premier, deuxième et troisième cycles et visent à transmettre un enseignement complet, encourageant la pluridisciplinarité et proposant un large éventail de matières. S'engager collectivement pour faire progresser le savoir humain et ainsi faire la différence apparaît comme une évidence dans les projets de recherche entrepris.

Les membres actuels du MNU ont déjà un passé commun de collaboration universitaire, avec de nombreux liens bilatéraux formels et informels en place. Adopter une approche de réseau offre l'opportunité de mettre à profit et d'élargir ces liens existants. Dans les cas où la mobilité étudiante n'était pas encore mise en place, des accords d'échange ont été initiés et des opportunités de financement visant à garantir les échanges d'enseignants et d'étudiants sont développées par chacune des universités. Des ateliers de recherche annuels sont planifiés, axés sur un thème reflétant les valeurs fondamentales du MNU et les forces de la recherche mutuelle. L'atelier inaugural a récemment eu lieu à Queen's University et s'est concentré sur l'énergie renouvelable, avec une attention particulière portée aux possibilités technologiques et aux implications sociales. Il est prévu que chacun des sept membres organise un événement similaire et des suggestions de thèmes ont été avancées, avec pour idée directrice « créer des partenariats pour un monde meilleur ».

Le concept « créer des partenariats pour un monde meilleur » est central à toutes les activités du MNU, qu'il s'agisse de partager les meilleures pratiques dans divers domaines d'activité, de développer des curricula basés sur les forces des universitaires à travers le réseau, de fournir aux enseignants et aux étudiants des opportunités d'expériences internationales, ou d'examiner les domaines potentiels de recherche collaborative. En d'autres termes, l'accent est mis sur l'utilisation du réseau ou des relations multilatérales pour aller plus loin que ce qui pourrait être envisageable par le biais de plusieurs partenariats bilatéraux. Pour que le réseau soit une réussite, il sera primordial de rester fidèle aux valeurs et principes qui ont été mis en avant lors de la réunion inaugurale en 2010 (à laquelle ont assisté les principaux représentants des sept établissements partenaires), de maintenir un engagement solide de la part de tous les membres, et d'en faire profiter les individus dans tous les établissements, afin qu'ils puissent observer les avantages à tirer d'une collaboration avec d'autres membres du réseau. Les établissements fondateurs incarnent les caractéristiques clés identifiées lorsque le concept du MNU a été développé et tous les établissements sont individuellement très engagés. Il est important que tous ces aspects perdurent au fur et à mesure que le réseau se développe.



MODÈLES DE PARTENARIAT/COOPÉRATION INTERNATIONALE – Coopération structurée entre réseaux et alliances stratégiques bilatérales élargies : les nouveaux outils d'internationalisation

par **Ulla Gjørling**, Directrice de la stratégie et des partenariats, Centre international, Université d'Aarhus, Danemark (ug@adm.au.dk) et **Artur Schmitt**, Directeur des réseaux, associations et projets internationaux, Vice-rectorat pour les relations internationales, Université de Grenade, Espagne (dirinternational@ugr.es).

CONTEXTE

La collaboration internationale est en train de passer de l'échange d'étudiants, auquel s'ajoute une recherche collaborative classique,

personnelle et fondé sur une thématique, à une réalité plus complexe où le degré d'internationalisation d'une université a un impact croissant sur ses performances. Alors que les universités



recrutaient auparavant les étudiants principalement selon leur région d'origine, un horizon bien plus large est désormais nécessaire. Les universités ont besoin d'avoir un profil unique pour pouvoir attirer des financements de recherche externes et des étudiants talentueux, et ont de plus en plus conscience de l'importance d'être membres de réseaux et d'alliances appropriés afin de positionner l'université dans un contexte mondial. Par ailleurs, l'internationalisation est un indicateur substantiel dans l'élaboration des classements. Par conséquent, il est tout à fait justifié d'élargir davantage l'internationalisation à des domaines tels que la recherche collaborative et l'enseignement collaboratif, les activités transversales de doctorat, le benchmarking institutionnel, la collecte de fonds et bien plus encore.

Nous exposons ci-dessous deux approches innovantes pour atteindre ces objectifs – les alliances stratégiques bilatérales pour l'Université d'Aarhus et la coopération entre réseaux pour l'Université de Grenade.

ALLIANCES STRATÉGIQUES

L'Université d'Aarhus s'est traditionnellement concentrée sur l'échange d'étudiants comme l'un des exemples d'internationalisation formellement établis. Cependant, cet établissement a récemment opté pour une nouvelle approche en vue de répondre aux défis et de saisir les opportunités de la mondialisation. L'Université d'Aarhus estime que les objectifs consistant à tirer davantage de bénéfices des efforts consentis pour l'internationalisation pourraient être atteints à travers un petit nombre d'alliances stratégiques bilatérales ou de partenariats plus développés avec des universités qui lui sont complémentaires et similaires. Ces alliances stratégiques plus poussées devraient fournir un meilleur retour sur investissement, donner naissance à davantage de synergies et élargir l'internationalisation aux domaines de recherche qui ont jusqu'ici été moins actifs dans ce domaine.

L'Université d'Aarhus entend par « partenariat plus avancé » un accord à long terme entre des universités établi à un niveau global. L'université sera bien moins vulnérable aux changements de personnel et aura des points de contact multiples au sein de l'organisation. L'accord étant ancré au sommet de l'organisation, il est nécessaire de sélectionner des universités avec lesquelles de multiples constellations de collaboration existent déjà. Pour ce faire, l'Université d'Aarhus a établi un schéma des collaborations internationales existantes dans un processus ascendant et descendant.

Premièrement, le comité de l'Université d'Aarhus chargé de l'internationalisation a identifié 35 universités candidates pour un partenariat. Chacune a fait l'objet d'une recherche approfondie sur ses collaborations existantes et sa compatibilité en fonction de paramètres tels que la taille, la structure étudiante, les domaines de recherche, le financement, etc. Sur cette base, la liste a été réduite à 16 universités.

S'en est suivie une audition parmi les chercheurs afin d'évaluer la pertinence et l'attrait de chaque candidat pour l'université dans

son ensemble et pour chaque unité. L'audition a débouché sur une liste finale de 8 candidats.

Nous développons actuellement la troisième étape: contacter les universités de la liste finale afin de savoir comment elles perçoivent la notion d'alliance stratégique bilatérale au sein de leur organisation et d'identifier les prochaines étapes en vue d'établir une alliance.

COOPÉRATION STRUCTURÉE ENTRE RÉSEAUX

L'Université de Grenade considère sa présence au sein des réseaux internationaux et des associations internationales non seulement comme un moyen d'accroître sa visibilité et son prestige mais également comme un élément offrant de très nombreux avantages.

Les réseaux offrent un portail direct aux partenaires intéressés et fiables, servent de plateforme d'échange de savoir et de savoir-faire, permettent l'identification des synergies dans la recherche, l'enseignement et la gestion, fournissent une masse critique pour les projets internationaux et les activités de lobbying, et peuvent servir de point de contact pour les décideurs politiques, les parties prenantes concernées et surtout d'autres réseaux. Ils facilitent également l'échange d'étudiants et de personnel, rationalise la tâche consistant à initier et poursuivre des projets internationaux et augmente donc le degré et l'intensité de l'internationalisation.

Récemment, les modèles de partenariats multidimensionnels opérant sur une base réseau à réseau ont gagné du terrain et prouvent qu'ils peuvent contribuer très fortement aux activités d'internationalisation des universités membres. Les activités actuellement menées par la Task Force Amérique-latine (TFLA) du groupe Coimbra en sont en exemple.

En 2006, la TFLA a promu un accord de coopération avec l'Association des Universités – Groupe Montevideo qui regroupe les principales universités publiques du sud de l'Amérique latine. L'accord prévoit l'échange d'étudiants de premier, deuxième et troisième cycles et d'universitaires, et la mise en place de réseaux thématiques. Les activités d'échange aux niveaux des premier, deuxième et troisième cycles ont débuté en 2008 et ont incité les deux réseaux à postuler conjointement à quatre projets Erasmus Mundus External Cooperation Window (appelé désormais Action 2) qui ont été sélectionnés pour obtenir un financement en 2009. Ces projets ont accru de manière significative les flux de mobilité et leur ont permis d'être élargis à des bourses doctorales, postdoctorales et professionnelles, encourageant donc la coopération dans la recherche. Ceci a pu être réalisé grâce au soutien solide des deux réseaux et des universités participantes. Le succès de cette première entreprise a conduit la TFLA à étudier la possibilité de signer un accord de coopération avec le Groupe Coimbra des Universités brésiliennes pour la mobilité des doctorants.





PARTENARIATS DE RECHERCHE – Lake Victoria Research Initiative (VicRes)

par **Joseph Obua**, *Coordinateur régional – VicRes*, (j.obua@vicres.net)



La Lake Victoria Research Initiative (VicRes) est un programme régional de recherche collaborative et pluridisciplinaire de l'Inter-

University Council for East Africa (IUCEA). L'IUCEA, institution intergouvernementale régionale autonome de la communauté d'Afrique orientale, comprend les Etats partenaires du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de Tanzanie et d'Ouganda. Près de 80 universités publiques et privées sont membres de l'IUCEA. Grâce au soutien financier du gouvernement suédois via l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), l'IUCEA a mis en œuvre depuis 2002 les Phases 1 (2003-2005) et 2 (2006-2008), via son secrétariat basé à Kampala en Ouganda. Un montant total de près de 14 millions de dollars alloué par Sida serviront à soutenir la Phase 3 de VicRes, prévue entre 2009 et 2014. VicRes a octroyé des bourses ayant facilité des projets de recherche collaborative impliquant plus de 450 chercheurs de plus de 70 universités et instituts de recherche en Afrique orientale. VicRes concentre ses activités dans la région du Bassin du Lac Victoria (LVB).

Avec une superficie de 68 000 km², le Lac Victoria est le deuxième plus grand lac d'eau douce au monde. Il abrite près de 30 millions d'individus, avec une densité de population de 170 habitants par kilomètre carré. Le lac est source de nourriture, d'eau, d'emploi, de transport, d'énergie hydroélectrique et de loisirs; l'agriculture, l'élevage du bétail et la pêche constituent la base des moyens de subsistance de la majorité de la population. A titre d'exemple, la production de poisson est évaluée à 400 millions de dollars.

L'objectif de VicRes est de contribuer à la coopération au développement dans les Etats partenaires d'Afrique orientale en soutenant la recherche scientifique de grande qualité qui adopte une approche régionale/transfrontalière en matière de partenariats, en vue d'améliorer la santé de l'environnement et des écosystèmes et la gouvernance des ressources naturelles, et de réduire la pauvreté dans le LVB. Les projets de recherche financés ont été divisés en six thèmes pour les Phases 1 et 2. Ces six thèmes ont ensuite été répartis en deux catégories pour la Phase 3 : la gouvernance des ressources naturelles; la pêche et l'aquaculture.

En juillet 2010, un appel à contributions intitulé *Adaptation au changement climatique dans le bassin du Lac Victoria* a été publié, et plus de 130 propositions de recherche ont été adressées par des candidats basés dans des universités et des instituts de recherche. Parmi ces propositions, six projets ont déjà été approuvés et seront financés à partir de 2011.

A ce jour, plus de 72 universités et instituts de recherche ont participé au programme VicRes, ce qui a eu plusieurs effets bénéfiques. Outre le soutien en termes de recherche collaborative, le programme VicRes : développe la capacité des jeunes chercheurs impliqués dans chaque projet; permet aux établissements partenaires de profiter de l'équipement de recherche qui reste à la disposition de l'université après

l'achèvement du projet; finance le déplacement des chercheurs qui souhaitent participer à des conférences internationales, facilitant ainsi la mise en réseau et l'élaboration de partenariats entre les parties prenantes. Grâce au soutien de VicRes, plusieurs thèses ont été menées à bien et des articles ont été publiés dans différentes revues internationales.

Deux exemples récents de projets de recherche collaborative financés par le programme VicRes sont détaillés ci-après :

PROJET I : *Le potentiel de l'imagerie satellitaire; cadres politique et institutionnel favorisant l'utilisation et la gestion durables des ressources des bassins hydrographiques des régions de Nakivubo, Nzoia et Simiyu*

PARTENAIRES DU PROJET : Université Makerere (Ouganda, Membre de l'AIU); Université Kyambogo (Ouganda); Université de science et technologie Masinde Muliro (Kenya); Université Kenyatta (Kenya, Membre de l'AIU); Université de Dar es Salaam (Tanzanie, Membre de l'AIU).

L'étude a examiné les impacts de l'occupation des sols sur les ressources des bassins hydrographiques en utilisant des techniques de télédétection et des instruments SIG (système d'information géographique). L'étude a également évalué le potentiel des politiques sectorielles existantes ainsi que les cadres institutionnel et législatif permettant de favoriser l'utilisation et la gestion durables des ressources des bassins hydrographiques. Le degré de dégradation de l'environnement causé par les déchets agricoles, domestiques et industriels, et la manière dont ceci affecte la qualité des ressources des zones humides, ont été examinés en déterminant la présence de pesticides et de métaux lourds dans l'eau et les sols des sites étudiés. Les résultats du projet ont illustré l'impact des procédés passés et actuels sur la croissance, le développement et les moyens de subsistance des communautés du Bassin du lac Victoria (LVB). L'imagerie par satellite a montré le degré et l'emplacement des zones fortement polluées.

PROJET II : *Le développement et la diffusion de technologies appropriées destinées à l'élevage de poissons clariid dans le bassin du lac Victoria, Afrique orientale*

PARTENAIRES DU PROJET : Université Makerere (Ouganda, Membre de l'AIU), Institut de recherche halieutique de Tanzanie et Institut de recherche marine et halieutique du Kenya

Le projet s'est inscrit dans le cadre de la forte baisse de prises de poissons dans le Lac Victoria causée par des changements écologiques néfastes et l'activité humaine, se traduisant par un écart grandissant entre l'offre et la demande de poissons et de produits piscicoles. Le projet a été initialement développé pour contribuer à la hausse de la production de poissons-chats clariid à travers la formation d'éleveurs locaux au niveau



communautaire. Cependant, après la première année, outre la formation des éleveurs locaux, les chercheurs impliqués dans le projet ont dû examiner les facteurs qui entravent la production de masse de poissons-chats clariid. Cette recherche a principalement été conduite en Ouganda et au Kenya.

Les résultats de l'étude ont indiqué que l'élevage des poissons-chats était une activité lucrative profitant d'un marché en pleine

expansion. Néanmoins, la production à grande échelle de poissons est limitée par différents facteurs épidémiologiques : qualité de l'eau, qualité du stock reproducteur, parasites et maladies, problèmes liés à l'alimentation, etc. Les questions d'égalité hommes-femmes relatives à la culture de poissons clariid et à l'aquaculture en général ont également été analysées et publiées, et deux autres articles sont sur le point de paraître dans des revues spécialisées.



PARTENARIATS DE DÉVELOPPEMENT – La collaboration universitaire intercontinentale à long terme comme moyen de répondre aux défis de la mondialisation : l'exemple de l'Université Makerere et de l'Université de Bergen

par **Edward K. Kirumira**, Université Makerere, Ouganda, (ekirumira@ss.mak.ac.ug) et **Thorkild Tylleskär**, Université de Bergen, Norvège (thorkild.tylleskar@cih.uib.no)



La collaboration entre l'Université Makerere (www.mak.ac.ug) et l'Université de Bergen (www.uib.no) a débuté en 1988

et le premier accord de coopération a été signé en 1992. La collaboration s'est développée rapidement et un *Accord-cadre sur la collaboration en matière de recherche, le renforcement des compétences scientifiques, l'échange d'étudiants et de personnel académique et le développement institutionnel (1999-2014)* a été approuvé en 1999. La collaboration se caractérise par une recherche et un enseignement communs, l'échange d'étudiants et de personnel académique, et la collaboration administrative. Le développement institutionnel et le renforcement des compétences ont été intégrés à l'ensemble des activités de collaboration. Toutes les facultés au sein des deux universités ont participé à ce processus de collaboration, impliquant à ce jour une cinquantaine de doctorants et près d'une centaine d'étudiants de Master. Cet accord-cadre est l'accord de collaboration universitaire intercontinentale le plus pérenne que nous connaissons.

Cette coopération s'inspire des principes communs, des objectifs complémentaires et de l'intérêt mutuel des deux universités. Elle s'appuie sur les documents exposant les priorités et les stratégies des deux établissements et sur le document stratégique du Ministère norvégien des Affaires étrangères : *Stratégie visant à renforcer la recherche et l'enseignement supérieur dans le cadre des relations de la Norvège avec les pays en développement*. Par exemple, l'Université de Bergen privilégie une recherche axée sur les défis de la mondialisation, et une collaboration directe avec une université d'un pays à faible revenu facilite à ce titre cette démarche. L'Université Makerere privilégie pour sa part les travaux de recherche dont l'objectif est de répondre à l'évolution des demandes, au nombre croissant de défis et à une concurrence accrue ; collaborer sur le long terme avec une université de l'hémisphère nord constitue à cet égard un partenariat utile.

L'objectif de l'accord-cadre est double : a) garantir la viabilité des projets et de la collaboration, et b) faciliter et optimiser les efforts consentis dans cette coopération, et promouvoir la coopération et l'interaction entre l'Ouganda et la Norvège.

La collaboration est coordonnée par Prof. K. Kirumira (Makerere), Prof. Thorkild Tylleskär et Mme Thelma Kraft (Bergen). Les coordinateurs facilitent la réalisation de nouveaux projets et favorisent une plus grande interaction entre les deux universités. Les deux établissements ont consenti d'énormes efforts et mobilisé des ressources considérables dans le processus de collaboration ; plusieurs projets de collaboration sont autofinancés par les deux universités. Le premier et plus important projet à ce jour a été réalisé dans le domaine des sciences naturelles, regroupant de nombreuses initiatives liées à l'environnement autour du Lac Victoria ; tous les départements de sciences naturelles des deux universités y ont participé. La collaboration couvre aujourd'hui de nombreux domaines différents, comme l'illustre le Tableau 1.

Le fait que la Norvège dispose, à travers le Programme norvégien de développement, de collaboration et de recherche (NUFU), d'un dispositif de financement spécifique pour la collaboration avec des pays à faible revenu, a facilité la collaboration. Nous observons aujourd'hui que certaines équipes de chercheurs se sont développées au point d'attirer d'autres financements concurrentiels, notamment en provenance de l'UE et du Conseil norvégien de la recherche (RCN). Nous constatons également que les réseaux de recherche regroupant plusieurs établissements africains sont en train d'être constitués.

Pour l'Université Makerere, la collaboration s'est révélée particulièrement importante dans une période de restructuration de l'établissement. Le nombre de membres du personnel compétents est monté en flèche, de même que la capacité à rédiger des propositions concurrentielles et à conduire des travaux de recherche. La collaboration des bibliothèques, à travers la création d'une base de données numérique en ligne comprenant les articles publiés, a directement entraîné pour Makerere un meilleur classement au niveau international. Quant à l'Université de Bergen, la collaboration a contribué à mener des travaux de recherche de grande qualité dans des domaines qu'il aurait été autrement difficile d'étudier, comme par exemple la santé à l'échelle mondiale, les questions environnementales dans un pays à faible ressource, et un intérêt jamais démenti pour les défis de la mondialisation.

Tableau 1 : Projets de collaboration en cours

Titre	Université Makerere	Université de Bergen	Financement
Le rôle du folklore ougandais comme garant de la sagesse traditionnelle	Dép. de Littérature	Dép. de Langues étrangères	NUFU ^a
Patrimoine culturel au service du développement social : formation, recherche et archivage en ethnomusicologie	Dép. de Musique, de Danse et de Théâtre	Grieg Academy	NUFU
Ethique et gestion publique	Dép. de Philosophie	Dép. de Philosophie	Auto
Renforcer les capacités de recherche sur les plantes pour une meilleure santé publique en Afrique	Dép. de Chimie	Dép. de Chimie	UE ^b
Influence de l'espace et matrice de la richesse des espèces dans les fragments de forêt ougandais (Matrice)	Dép. de Botanique, de Zoologie, de Sylviculture et de Droit	Dép. de Biologie et Faculté de Droit	RCN ^c
Nutrition essentielle et santé infantile en Ouganda	Dép. de Pédiatrie et de Santé infantile	Centre de santé internationale	NUFU
PROMISE PEP Essai clinique randomisé comparant l'efficacité de la prophylaxie infantile pour empêcher la transmission du VIH par l'allaitement	Dép. de Pédiatrie et de Santé infantile	Centre de santé internationale	ANRS ^d , EDCTP ^e , RCN
Essais de vaccin électronique mobile et ouvert (Omevac)	Faculté d'Informatique et des Technologies de l'information	Centre de santé internationale, Dép. des Sciences des médias, Dép. d'Informatique	RCN
Référentiel numérique universitaire ougandais (USDR)	Bibliothèque universitaire	Bibliothèque universitaire	Auto
Collaboration entre bibliothèques et Ecole des bibliothèques et des sciences de l'information d'Afrique orientale (EASLIS)	Bibliothèque universitaire	Bibliothèque universitaire	Norad ^f
Administration des finances	Dép. des Finances	Dép. des Finances	Auto
Renforcement des capacités administratives	Services administratifs	Services administratifs	Auto
Echange d'étudiants	Université	Université	Auto
Programme de recherche dans le Bassin du Nil	Université	Université	Norad

a. NUFU, Programme norvégien pour le développement, la recherche et l'éducation
 b. EU, Union européenne
 c. RCN, Conseil norvégien de la recherche
 d. ANRS, Agence National de Recherche sur le Sida et les Hépatites Virales (France)

e. EDCTP, Partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques
 f. Norad, Agence norvégienne pour la collaboration au développement



PARTENARIATS ÉTABLISSEMENT/INDUSTRIE – Partenariats établissement/industrie – Université Santo Tomas, Philippines

par **Lydia G. Tansinsin**, Lecteur, Ecole graduée, Université Santo Tomas, Philippines (lydiagtansinsin@yahoo.com)



Traditionnellement, le principal objectif de l'université est d'enseigner, de conduire des travaux de recherche et d'entreprendre des activités de soutien, ceci constituant

le « fluide vital » du corps enseignant qui s'efforce de tendre vers l'excellence. Parallèlement, les universités, dont l'Université Santo Tomas, établissent de plus en plus de partenariats avec l'industrie. Comme nous le verrons plus tard dans cette présentation, pour que ces partenariats établissement/industrie soient une réussite et qu'ils profitent aux deux parties, ils doivent être structurés par des protocoles d'accord bien définis. Par ailleurs, les droits de propriété intellectuelle et leur protection

peuvent jouer un rôle crucial permettant aux deux parties d'être correctement reconnues et accréditées. L'Université Santo Tomas a développé de nombreuses initiatives en la matière.

Rôle de l'Université Santo Tomas dans les partenariats avec l'industrie

L'établissement développe depuis un certain temps des partenariats et des associations avec l'industrie et d'autres entreprises du secteur privé. Ces partenariats ont des incidences à la fois au sein de l'université et de l'industrie. Au sein de l'université, ils nécessitent l'implication du corps enseignant et de chercheurs de différentes spécialités travaillant de concert pour accélérer les résultats en termes de recherche et de développement. Dans le cadre de ces partenariats, les récents



travaux de recherche ont porté sur le biocarburant, la pêche, l'alimentation, etc.

Par exemple, un projet de recherche sur le développement de biocarburants est sur le point d'être financé. Ce projet s'inscrit dans un partenariat entre l'Université Santo Tomas, l'Université technologique des Philippines et un certain nombre d'entreprises du secteur privé.

Par ailleurs, plusieurs projets de recherche entrepris par l'établissement sont prêts à être brevetés, à savoir : le Tokin : graine dominicaine (nouvelle formule de crème) ; boisson et kits antioxydants à la papaye ; encre électronique ; kit anti-allergie ; capteur déterminant la fraîcheur du poisson ; colorimètre ; produits à base de protéines de lactosérum.

L'université a tiré certains enseignements importants dans le cadre des partenariats engagés avec l'industrie, dont certains se sont avérés positifs et d'autres moins. Prenons par exemple le résultat d'un projet de recherche spécifique ; une crème mise au point par l'université à la demande d'une société pharmaceutique n'a pas porté ses fruits car la société n'était pas satisfaite de la couleur du produit et de certaines caractéristiques techniques.

Pour que les projets soient une réussite, l'université a donc compris que le secteur privé devait être entièrement impliqué dans l'ensemble du projet, y compris les premiers stades de la recherche. L'université a également réalisé qu'un protocole d'accord détaillant le rôle de chaque partie devait être clairement identifié dès les premiers stades du projet. Dans ce cas précis, une demande de brevet n'a pas été déposée pour la technologie mise au point par l'université dans sa recherche. L'université a également appris que toute négociation ayant trait au transfert de technologie dans le cadre de ces partenariats devait inclure une demande de brevet pour protéger les droits de propriété intellectuelle de l'établissement et de ses chercheurs. L'Université Santo Tomas a d'ailleurs mené à bien plusieurs initiatives en la matière.

Politique en matière de droits de propriété intellectuelle

Par exemple, l'université a récemment finalisé et publié sa politique 2009 en matière de droits de propriété intellectuelle. Par ailleurs, l'université a créé une unité de propriété intellectuelle et de recherche au sein du Bureau du Vice-recteur chargé des affaires académiques et de la recherche. Cette unité a pour mandat d'organiser des séminaires et des ateliers de travail

pour informer le corps enseignant sur les droits de propriété intellectuelle. Parallèlement, l'unité identifie les résultats des travaux de recherche du corps enseignant susceptibles d'être brevetés et les soumet ensuite à l'Office de la propriété intellectuelle (OPI) du Ministère du Commerce et de l'Industrie. Des experts de l'OPI ont également été invités à conduire au sein de l'université des séminaires et des ateliers sur comment utiliser le système de recherche de données de l'OPI pour éviter la duplication des activités de recherche et de développement en vue d'une demande de brevet.

L'université a également établi en son sein trois centres de recherche : le « centre des sciences naturelles et appliquées » ; le « centre dédié à la culture, l'éducation et les questions sociales » ; et le « centre médical » sous la supervision du Bureau du Vice-recteur chargé des affaires académiques et de la recherche. Ces centres de recherche sont priés de travailler en étroite collaboration avec l'Unité de propriété intellectuelle et de recherche.

Ces initiatives ont permis au corps enseignant de prendre conscience du besoin de protéger leurs résultats en matière de recherche et de développement. Auparavant, les membres du corps enseignant n'étaient pas soucieux de protéger leurs droits de propriété intellectuelle car ils se satisfaisaient de produire et de publier des articles de recherche pour répondre à leurs critères de promotion. Cependant, depuis la formalisation de la politique, les membres du corps enseignant ont même accéléré leurs résultats de recherche, avec pour objectif final de déposer un brevet pour protéger ces résultats. Cette politique s'accompagne d'un document modèle de protocole d'accord mis au point par l'université à utiliser dans le cadre de projets de partenariats établissement/industrie formulés et en cours de mise en œuvre.

Bénéfices tirés par l'Université Santo Tomas dans le cadre de ses partenariats avec l'industrie

L'université a tiré plusieurs bénéfices des partenariats avec l'industrie. Le secteur privé a octroyé de généreuses subventions, qui n'étaient pas auparavant mises à la disposition de l'université et de ses chercheurs, et apporte par ailleurs une expertise de haut niveau dans des domaines particuliers. Par ailleurs, l'université est aujourd'hui considérée par le secteur privé comme un centre d'excellence pour différents domaines de recherche.

PARTENARIATS ÉTABLISSEMENT/INDUSTRIE – Institut d'études bancaires de la Banque nationale d'Ukraine – un partenariat d'une autre nature

par **Tamara Smovzhenk**, Rectrice de l'Institut d'études bancaires de la Banque nationale d'Ukraine



L'Institut d'études bancaires de la Banque nationale d'Ukraine (IEB-BNU), qui comprend 3 Instituts basés à Kharkov, Lvov, Tcherkassy et l'Institut d'études de Master et de troisième cycle est un réseau universitaire unique dans le paysage éducatif ukrainien. Nous avons été parmi les premières universités ukrainiennes à disposer du certificat ISO 9001:2008 délivré par le Service d'accréditation du Royaume-Uni et la seule université opérant en tant que banque. Il s'agit du meilleur établissement en charge de la formation de spécialistes

(Licence et Master) du système bancaire et financier ukrainien (spécialisations : activité bancaire, comptabilité et audit, finance, cybernétique économique, gestion). Grâce au partenariat développé avec l'Université autonome de Barcelone (UAB) les étudiants de l'IEB-BNU peuvent obtenir des doubles diplômes.

Plus de 5 000 étudiants (enseignement à plein temps et à distance, et ceux qui reçoivent un enseignement secondaire et suivent des études de troisième cycle) étudient à cette université. 30% des programmes spéciaux sont dispensés en anglais, ce qui



diplômes. A l'heure actuelle, sept nouveaux accords de ce type sont en cours de discussion avec les membres de T.I.M.E.

Les programmes de doubles diplômes de l'Association T.I.M.E comportent de nombreux aspects positifs. Premièrement, les étudiants reçoivent une formation d'ingénieur solide, associant la formation dispensée par l'établissement mère à une formation supplémentaire dispensée par l'établissement hôte. Les étudiants ont l'opportunité de faire des stages d'ingénieur dans des entreprises étrangères et ainsi d'apprendre la manière de mener une activité professionnelle en dehors de leur pays d'origine. Les programmes de doubles diplômes développent des qualités d'adaptabilité, de prise de conscience et d'ouverture vers d'autres cultures et réalités, tout en dispensant une formation d'ingénieur approfondie. Même les étudiants de l'USP qui ne participent pas directement aux programmes en bénéficient, en partageant les expériences avec leurs homologues étrangers issus des écoles partenaires de l'Association T.I.M.E. Parallèlement, les relations entretenues par le corps enseignant de l'USP avec leurs homologues sont très importantes non seulement pour créer un

réseau avec ces professionnels mais aussi pour se familiariser avec des systèmes pédagogiques différents et des nouvelles façons de former les ingénieurs. T.I.M.E. encourage et fait la promotion de la reconnaissance académique mutuelle tout en développant activement la qualité de l'enseignement supérieur. Les programmes de doubles diplômes de l'Association T.I.M.E. permettent d'offrir à la société des ingénieurs et directeurs compétents au plus haut niveau mettant en exergue les dimensions suivantes : éthique, responsabilité sociale, mobilité, biculturalisme et bilinguisme.

Bien que connaissant une grande réussite au sein de l'USP, l'équilibre des étudiants suivant les programmes de doubles diplômes de l'Association T.I.M.E. peut encore être amélioré. Certains points méritent une attention particulière : des actions pour augmenter le nombre d'étudiants de l'USP inscrits aux doubles diplômes dans les écoles partenaires de T.I.M.E. et leurs étudiants venant à l'USP. Un autre point serait d'inciter les entreprises à participer aux programmes de double diplomation pour ne pas dépendre uniquement des sources de financement des agences gouvernementales.



PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES – Collaboration en enseignement supérieur et partenariats multi-parties prenantes en Afrique subsaharienne

par **Clifford N.B. Tagoe**, Université du Ghana, Ghana (cnbtagoe@ug.edu.gh)



Les collaborations multi-parties prenantes dans l'éducation peuvent être définies comme le

regroupement et la gestion des ressources,

ainsi que la mobilisation des compétences et des engagements par le public, les entreprises et les partenaires de la société civile, en vue de contribuer à l'expansion et à l'amélioration de la qualité de l'éducation (Draxler, A. 2008, *New Partnerships for EFA: Building on Experience. UNESCO-IIEP/World Economic Forum*). La nature des modèles de partenariats multi-parties prenantes en Afrique subsaharienne varie considérablement selon l'objectif, les parties prenantes impliquées, la manière dont la collaboration est initiée et les ententes financières. Les partenariats comprennent des collaborations multi-financeurs, multi-institutionnelles et multi-pays et concernent des universités, des organisations et fondations internationales et d'autres organisations non-gouvernementales.

Le **principe de base** des partenariats est la prise de conscience croissante selon laquelle l'avenir de l'Afrique repose sur le développement de son capital intellectuel à travers des systèmes d'enseignement supérieur solides.

Les établissements d'enseignement supérieur (EES) d'Afrique subsaharienne travaillent avec des financeurs et des établissements sœurs au nord et au sud. La **sélection de partenaires** dépend de plusieurs facteurs, notamment la préférence des financeurs, les valeurs démocratiques des pays, la stabilité des établissements ainsi que leur crédibilité et leurs antécédents, tels que l'aptitude à gérer les fonds des donateurs. La structure de gestion et les relations entre les partenaires varient également de manière complexe. Les conditions de

chaque collaboration sont négociées mais les préoccupations des financeurs prédominent généralement.

Quelle que soit la nature des partenariats, l'**objectif principal** de ces collaborations est d'**appuyer la transformation de l'enseignement supérieur africain**. Les collaborations contribuent grandement à fournir un enseignement de qualité dans les établissements d'Afrique subsaharienne. Elles prennent généralement la forme d'octrois de fonds aux établissements qui sont utilisés sans être entravés par les réglementations gouvernementales. Cette relation débouche notamment sur :

- l'identification d'intérêts communs tels que le développement conjoint des curricula, des programmes académiques et le partage des ressources éducatives libres (REL) et le réseautage pour la recherche, l'utilisation de la bande passante ;
- la transformation/le développement et l'amélioration des systèmes institutionnels ;
- l'octroi de ressources pour les infrastructures physiques et la connectivité de l'université.

Cet article est axé sur quelques partenariats, leurs bénéfices et les défis s'y afférant. De brèves suggestions visant à guider les établissements désireux d'entrer en partenariat seront également proposées.

Un exemple unique de partenariat multi-parties prenantes est le **Partnership for Higher Education in Africa (PHEA, voir: www.foundation-partnership.org)**, une collaboration « multi-financeurs » ayant essentiellement soutenu des établissements d'enseignement supérieur d'Afrique subsaharienne sur une période de 10 ans. La collaboration impliquait 65 établissements d'enseignement supérieur dans neuf pays africains : Egypte, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Madagascar, Mozambique, Afrique

du Sud, Nigeria et Ghana. Le PHEA consistait en sept fondations américaines dirigées par la Carnegie Corporation de New York et qui, sur la période 2000-2010, ont cherché à tirer profit de leurs forces et expériences individuelles pour soutenir l'enseignement supérieur en Afrique. Les autres membres du PHEA étaient : les Fondations Ford, MacArthur, Rockefeller, Mellon, Hewlett et Kresge. Fin 2010, le PHEA avait dépensé plus de 400 millions de dollars. Les domaines d'aide étaient basés sur les priorités identifiées par les établissements et décidés après des consultations entre tous les partenaires.

Sur un continent où le ratio d'inscription à l'enseignement supérieur n'est que de 3%, le PHEA a contribué de manière significative à améliorer les conditions des étudiants africains dans les établissements participants. Par exemple, le PHEA a aidé l'Université du Ghana à construire une infrastructure de TIC solide et développer des services pour soutenir son système de bibliothèque ainsi que des systèmes de gestion de l'information et une plate-forme d'apprentissage en ligne, qui ont amélioré la qualité de l'enseignement et l'apprentissage.

↳ PHEA – LE PARTENARIAT POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE

Publications sur les réussites – dures leçons d'un partenariat décennal pour renforcer l'enseignement supérieur africain

Le Partenariat pour l'Enseignement supérieur en Afrique (PHEA), une initiative lancée par sept fondations privées américaines, commémore une décennie de soutien aux universités africaines avec plusieurs publications. Le travail du PHEA compte plusieurs réussites, notamment l'augmentation des investissements et la prise de conscience de l'importance de l'enseignement supérieur en Afrique; le renforcement des universités à travers un développement institutionnel solide; l'accord de plus d'importance à des initiatives plus larges que les initiatives individuelles des fondations; la création d'un réseau de partage d'informations en vue d'améliorer l'octroi des subventions individuelles des partenaires; et la production de nouvelles données et informations sur les établissements d'enseignement supérieur africains.

Deux publications commémorant les dix ans de génération de subventions octroyées en collaboration ont été publiées en 2010 et une troisième sera publiée en 2011 :

- **Accomplishments of the Partnership for Higher Education in Africa, 2000–2010** par Suzanne Grant Lewis, Jonathan Friedman et John Schoneboom
- **Lessons from a Ten-Year Funder Collaborative. A Case Study of the Partnership for Higher Education in Africa** par Susan Parker
- Une publication à venir par Megan Lindow, abordant la question suivante : « Qu'est-ce qui a changé dans l'enseignement supérieur africain au cours des dix dernières années? »

Veuillez consulter la page 31 de ce magazine pour plus de détails sur ces ouvrages.

Un autre type de partenariat qui mérite d'être décrit ici est l'**Université virtuelle africaine (UVA, voir : www.avu.org)**, une collaboration entre EES subsahariens. Fondée en 1997 dans le cadre d'un projet de la Banque mondiale, l'UVA est devenue une organisation intergouvernementale en 2003 et a établi son siège au Kenya. L'UVA a pour mission de promouvoir l'enseignement supérieur dans des disciplines cruciales pour le développement économique de l'Afrique à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Depuis sa création, l'UVA a développé une expérience significative dans plusieurs domaines, notamment :

- délivrance de diplômes, de certificats, de programmes diplômants à travers les TIC;
- élaboration et application de projets multinationaux d'apprentissage en ligne;
- développement de matériel pédagogique pour les cours en présentiel et de matériel d'apprentissage en ligne pour les établissements partenaires;
- création de centres d'apprentissage en ligne ultramodernes dans des établissements partenaires;
- formation du personnel des établissements partenaires sur les méthodologies d'apprentissage en ligne;
- développement et mise en application d'une stratégie de Ressources éducatives libres (REL);
- gestion d'une bibliothèque virtuelle.

Les collaborations sont parfois axées sur un objectif unique et impliquent un EES dans le nord et un voire plusieurs EES dans le sud. La **Cornell University et l'Université du Ghana** travaillent sur un projet en vue de développer l'expertise dans l'amélioration des plantes en Afrique occidentale. Le projet, qui a débuté en 2007, implique la mise en place du West African Centre for Crop Improvement (WACCI) à l'Université du Ghana pour la formation de 44 doctorats dans l'amélioration des plantes pour des pays d'Afrique occidentale sur une période de 10 ans.

Cette relation est soutenue par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) avec des financements des Fondations Gates et Rockefeller d'environ 14 millions de dollars.

Le projet est intéressant dans la mesure où :

- il a débuté par une relation entre deux EES;
- son soutien repose sur une organisation non-gouvernementale, l'AGRA;
- il bénéficie de multiples sources de financement;
- il profite à toute une sous-région.

L'exemple suivant montre comment les partenariats multi-parties prenantes aident l'Afrique subsaharienne à relever l'un des plus grands défis auquel l'éducation est confrontée dans la région, à savoir l'adéquation et la qualité des enseignants. **Teacher Education in Sub-Saharan Africa** (TESSA, voir : <http://tessafrica.net/>) répond au problème de manière créative. Il s'agit d'un consortium de recherche et développement de 18 organisations nationales et internationales comprenant 14 établissements d'enseignement supérieur africains.

TESSA a produit une large quantité de matériels dont l'objectif direct est d'améliorer l'enseignement dans les écoles locales et la formation des enseignants dans neuf pays africains. Ces matériels sont en arabe, en anglais, en français et en kiswahili. L'initiative a créé des ressources éducatives libres



(REL) et donné des conseils de préparation de cours pour les enseignants et les formateurs d'enseignants travaillant dans les pays d'Afrique subsaharienne.

TESSA est principalement financé par le Ferguson Charitable Trust, la Fondation Hewlett et hébergé par l'Université ouverte du Royaume-Uni.

Bien que très bénéfiques, les partenariats multi-parties prenantes dans l'éducation impliquent toujours certains défis. La viabilité des initiatives après l'arrêt des financements est un problème majeur et les établissements doivent prévoir des sources alternatives de financement et trouver un moyen de maintenir la cohésion des réseaux institutionnels constitués. La collaboration avec de multiples financeurs s'accompagne également d'une multiplicité de procédures qui sont parfois en

désaccord avec celles des établissements. Le suivi et l'évaluation des projets doivent encore être implantés solidement dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne. Ceci doit également être pris en compte lors des phases initiales de planification du partenariat.

Les établissements d'Afrique subsaharienne cherchant des partenariats doivent initier des changements institutionnels positifs, disposer d'un plan stratégique réalisable et démontrer leur engagement envers le renforcement des capacités nationales. Ils doivent également déterminer les domaines prioritaires pour l'établissement, être ouverts à la consultation avec les partenaires et établir des systèmes pour gérer les processus de mise en œuvre, notamment à travers un suivi et une évaluation efficaces.

Références relatives aux partenariats en enseignement supérieur

Good practices in university-enterprise partnerships, Mora, José-Genés; Detmer, Andrea; Vieira, Maria-José (Eds), European Commission. Directorate General for Education and Culture; GOODUEP, Bruxelles: Commission européenne, 2010, ISBN: 978-84-693-0114-2

Symmetry and asymmetry: new contours, paradigms, and politics in African academic partnerships, Odhiambo Obamba, Milton; Kimbwarata Mwena, Jane, Association internationale des Universités [AIU], Higher Education Policy, v. 22, no. 3, pp. 349-371, septembre 2009, ISSN: 0952-8733

Collaborative doctoral education: university-industry partnerships for enhancing knowledge exchange, Borrell-Damian, Lidia, European University Association [EUA], Bruxelles: EUA, 2009, ISBN: 978 9078 997139

The European Research Area Partnership: 2008 initiatives, Commission européenne, Luxembourg: Bureau des publications officielles de la Commission européenne, 2009 ISBN: 978-92-79-11801-2

Engaging Philanthropy for University Research. Report: Fundraising by universities from philanthropic sources: developing partnership between universities and private donors, Commission européenne, 2008, ISBN: 978-92-79-07821-7

Global research collaboration: the UKIERI India-UK initiative – lessons from practice for sustainable international partnerships, Gore, Tim, Observatory on Borderless Higher Education [UK], Londres, 2008,

International Partnerships: Guidelines for colleges and universities, Van de Water, Jack; Green, Madeleine F; Koch, Kimberly, American Council of Education [ACE], U.S. Higher Education in a Global Context: Working Paper; 2, Washington, DC, 2008

U.S.-China educational exchange: perspectives on a growing partnership, Laughlin, Shepherd (Ed.), Global Education Research Reports; no. 1, New York: Institute of International Education, 2008, ISBN: 978-0-87206-308-2

Higher Education Leadership of Regional and Local Regeneration Partnership: Learning from good practice, Owen, Glyn, Leadership Foundation for Higher Education [UK], Research and Development Series, London, 2007, ISBN: 978-0-9553788-1-2

Universities and International Higher Education Partnerships: Making a Difference, Woodfield, Steve; Middlehurst, Robin; Kingston University, Million +, Centre for Policy and Change In Tertiary Education (CPC), CHEMS (2009). Disponible en ligne: www.millionplus.ac.uk/research/index

➔ D'AUTRES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

sur l'Enseignement supérieur, les partenariats et autres collaborations, sont disponible sur HEDBIB:

<http://hedbib.iau-aiu.net/>

Contact:

a.sudic@iau-aiu.net

AGENCE SIDA – APPEL À EXPERTS

L'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) et le Ministère suédois des Affaires étrangères (MAE) ont le plaisir d'annoncer le lancement de leur base de données commune intitulée *Researchers for Development Analysis (REDA)*. REDA vise à renforcer le rôle de la recherche dans la coopération suédoise au service du développement. La base de données permettra à l'Agence Sida et au Ministère des Affaires étrangères d'entrer plus facilement en contact avec les experts dans des domaines relatifs aux disciplines académiques et ceux en gestion de la recherche. Les chercheurs qui s'enregistrent dans

la base de données se verront assigner des missions et des travaux de recherche, des évaluations ou des consultations directes.

Sida et le MAE suédois encouragent un large éventail de chercheurs à s'inscrire, tout autant ceux qui souhaitent contribuer au renforcement du rôle de la recherche dans la coopération suédoise pour le développement, que les chercheurs qui ciblent leurs travaux de recherche sur les pays en développement.

Pour vous inscrire: <http://sida.orbelon.com/researcher-database/for-researchers.aspx>



ENTRETIEN DE L'AIU AVEC M. QIAN TANG, SOUS-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO POUR L'ÉDUCATION



Depuis la nomination de Mme Irina Bokova au poste de Directrice générale de l'UNESCO, des divisions de plusieurs secteurs ont connu des modifications ou des « repositionnements » importants au sein de l'Organisation. Ces changements ont eu un impact sur la Division de l'enseignement supérieur avec laquelle l'AIU entretient naturellement des relations privilégiées.

Afin d'aider la communauté de l'enseignement supérieur à mieux comprendre et appréhender ces réformes, l'AIU a invité M. Qian Tang, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation depuis avril 2010, à expliquer les nouvelles dynamiques qui prédominent dans ce secteur important de l'Organisation, en répondant à quelques-unes de nos questions.

Dans la note DG/Note/10/49 du 9 novembre 2010, l'UNESCO a apporté les « ajustements » suivants à l'un de ses secteurs les plus importants : le secteur de l'éducation. Ce secteur comptera désormais trois divisions en charge des programmes : 1. La Division de l'éducation de base au supérieur et de l'apprentissage (ED/BHL); 2. La Division de la planification et du développement des systèmes d'éducation (ED/PDE); 3. La Division de l'éducation à la paix et au développement durable (ED/PSD), ainsi que trois équipes en charge des programmes : une Equipe des partenariats mondiaux pour l'EPT (ED/EFA); une Equipe de recherche et prospective en éducation (ED/ERF); une Equipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (ED/GMR); et enfin un Bureau exécutif (EO). La Division de l'éducation

de base au supérieur et de l'apprentissage (ED/BHL) sera en charge de tous les niveaux d'éducation afin de promouvoir une approche holistique tout en soulignant l'importance de chaque niveau. La division sera composée de quatre sections, dont une section dédiée à l'enseignement supérieur (BHL/HED).

Question de l'AIU : L'UNESCO est la seule organisation des Nations Unies dont le mandat couvre tous les aspects de l'éducation¹. A l'heure où d'autres organisations internationales développent des activités spécifiques dans le domaine de l'enseignement supérieur et reconnaissent l'importance du sous-secteur pour favoriser son développement, l'UNESCO intègre la Division de l'enseignement supérieur au sein d'une Division plus importante en charge des différents niveaux d'éducation, transformant ainsi cette Division en Section. Pouvez-vous nous préciser les raisons qui ont motivé cet « ajustement » / cette réorganisation ?

Le but de cet exercice n'était pas de redéfinir la structure du secteur de l'éducation. L'objectif était de trouver une meilleure

Order quickly and easily by fax: **+49 - 30 - 212 987 20**

NEW: Leadership and Governance in Higher Education Handbook for Decision-makers and Administrators

Editors:

Sjur Bergan, Head of the Council of Europe's Department of Higher Education and History Teaching (Strasbourg);

Eva Egron-Polak, Secretary-General of the International Association of Universities (Paris);

Jürgen Kohler, Professor of Private Law and Civil Procedure, former rector of Greifswald University (Greifswald);

Lewis Purser, Director for academic affairs at the Irish Universities Association.

The Handbook is available on a subscription basis only, which includes:

- first set of articles, print and online, approx. 400 pages, in English
- quarterly volumes, print and online, approx. 150 pages, in English
- unlimited access to our handbook's website with all the texts, tools, etc.

Please note, that the purchase of the first set of articles automatically implies a subscription to the quarterly volumes (each approx. 150 pp).

Regular price for the first set of articles: € 129.- + p&p; regular price per quarterly journal: € 67.- + p&p. The subscription may be cancelled - giving six weeks notice in advance - at the end of the subscription year.

If you have any questions, please contact: r.kabakov@raabe.de

Please send me ___ copies of the Leadership & Governance Handbook. Name and address:

Signature: _____



adéquation entre les ressources humaines disponibles et les domaines prioritaires des programmes identifiés et approuvés par la Conférence générale de l'UNESCO et son Bureau exécutif. Ce remaniement fait partie de mes premiers efforts visant à renforcer les capacités professionnelles dans le secteur de l'éducation.

En ce qui concerne le personnel en charge de l'enseignement supérieur, l'ancienne Division de l'enseignement supérieur comprenait trois sections: une section dédiée à la réforme, à l'innovation et à l'assurance qualité, une section dédiée à la formation des enseignants, et une section dédiée à la coopération internationale (Chaires UNESCO/UNITWIN). Bien que cette division ait effectué du bon travail, ses activités étaient très isolées du reste du secteur de l'éducation. En outre, seule la section dédiée à la réforme, à l'innovation et à l'assurance qualité travaillait sur l'enseignement supérieur à proprement dit.

Comme vous le savez, l'approche de l'UNESCO relative à l'éducation est une approche holistique qui englobe l'ensemble du système. Cela signifie que nous prenons en compte tous les niveaux d'éducation – de la petite enfance à l'enseignement supérieur en passant par l'enseignement primaire et secondaire – afin qu'ils soient organiquement interconnectés et interdépendants. Notre nouvelle structure souligne ainsi le rôle crucial de l'enseignement supérieur dans des systèmes éducatifs holistiques et l'interconnexion entre les différents niveaux, en l'intégrant au sein de la Division centrale en charge des programmes, la « Division de l'éducation de base au supérieur et de l'apprentissage ». Cela permettra aux Etats Membres de voir que l'enseignement supérieur n'est pas une réflexion après coup et ne devrait pas être « réservé » aux pays développés ou aux pays ayant déjà atteint l'éducation primaire et secondaire universelle. L'enseignement supérieur est au contraire une partie essentielle de tout système éducatif efficace. La nouvelle structure permettra donc au programme de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur d'être intégré au système dans son ensemble et permettra ainsi de lui accorder une place plus importante qu'avant.

Question de l'AIU : Par ailleurs, étant donné le rôle influent joué par l'UNESCO dans le domaine de l'éducation, ne craignez-vous pas que les gouvernements puissent interpréter la disparition de la Division de l'enseignement supérieur de l'organigramme de l'UNESCO comme un signe suggérant qu'ils devraient accorder moins d'importance à l'enseignement supérieur dans leurs propres politiques ?

Au contraire, dans les messages que m'ont adressés jusqu'ici les Etats Membres, ces derniers estiment que ceci va renforcer leur détermination à considérer l'enseignement supérieur comme

1. Parmi les thèmes sur lesquels le secteur de l'éducation se concentre, il y a : **Les fondements de l'éducation** (Alphabétisation, Formation des enseignants, EFTP); **Elaborer des systèmes éducatifs efficaces** (La petite enfance, Enseignement secondaire, Enseignement supérieur, L'éducation inclusive, Education au VIH & SIDA, Les langues dans l'éducation, Sciences et technologie); **Planifier et gérer le secteur éducatif** (Politique et planification, Crise économique et éducation); **Mener l'agenda international de l'éducation** (Education aux droits de l'homme, Le genre et l'éducation, Education pour Tous, L'éducation et les OMD, Rapport mondial de suivi sur l'EPT, Le droit à l'éducation).

une partie essentielle de leur agenda dédié à l'éducation. En réalité, l'enseignement supérieur est très souvent considéré comme une question séparée du reste du système éducatif – quelque chose qui ne concerne que l'élite. Néanmoins, comme vous le savez, sans un système d'enseignement supérieur efficace, l'ensemble du système éducatif ne peut prospérer. Avec ces ajustements, j'espère que l'UNESCO servira d'exemple en montrant que l'enseignement supérieur peut être dispensé en faisant partie intégrante d'un système éducatif plus large.

Un enseignement supérieur de qualité est une donnée importante. Car l'enseignement supérieur ne prépare pas seulement nos futurs dirigeants mais encourage également l'innovation, le développement durable et la croissance économique. Investir dans l'enseignement supérieur est crucial si nous voulons construire un monde plus durable et plus équitable. Voici le message que je souhaiterais transmettre à nos Etats Membres.

Je m'attache donc à renforcer l'équipe en charge de l'enseignement supérieur en augmentant les effectifs et en mobilisant davantage de personnel détaché issu des Etats Membres. Dans le cadre de l'élaboration de notre programme et de notre budget 2012-2013, j'allouerai une plus grande part du budget ordinaire au programme de l'enseignement supérieur. Vous verrez que nous disposerons d'une équipe plus forte et surtout d'un programme plus fort dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Question de l'AIU : Dans la note de l'UNESCO expliquant la réorganisation, il est écrit que « la nouvelle Equipe de recherche et prospective en éducation (ED/ERF) guidera le débat mondial sur l'éducation et vise à identifier les tendances et les questions liées à l'éducation de façon à mieux répondre aux futurs défis, à coordonner la recherche sur les tendances liées aux différents domaines de l'éducation et à diffuser largement les conclusions du débat aux parties prenantes de l'éducation ». Pouvez-vous nous détailler la mission spécifique de cette équipe et nous expliquer comment elle opérera au sein de la structure globale du secteur ?

C'est avec enthousiasme que je salue la création de cette nouvelle Equipe de recherche et prospective en éducation (ERF). Par le passé, l'UNESCO était internationalement reconnue pour les réflexions qu'elle menait sur l'éducation. Des références telles que *L'éducation : un trésor est caché dedans* (1996), aussi connue sous le nom de « Rapport Delors », nous incite encore et toujours à nous interroger sur ce que l'éducation devrait représenter. C'est un rôle essentiel pour l'UNESCO.

En créant l'équipe ERF, l'UNESCO sera plus à même de mobiliser les réseaux de recherche internationaux et de contribuer à l'ordre du jour politique mondial. L'équipe ERF aura deux fonctions principales. En premier lieu, elle mènera des études comparatives sur les tendances émergentes et les défis en matière d'éducation, et elle développera des réponses à ces tendances et défis en s'appuyant sur des recherches novatrices. En deuxième lieu, l'équipe sera chargée de stimuler des débats, à l'échelle mondiale, sur les innovations en éducation et les réformes pour la période post-2015 (par exemple en soutenant l'organisation de colloques et

Suite page 28

Comprendre le dopage dans le sport pour renforcer la prévention



Renforcer les stratégies de prévention du dopage grâce à la recherche en sciences sociales

Comprendre les différences fondamentales entre les sportifs qui ne se dopent pas et ceux qui le font en dépit des règles antidopage et des risques connus pour la santé, contribuera à renforcer l'efficacité des stratégies de prévention du dopage.

Le Programme de bourses de recherche en sciences sociales de l'Agence mondiale antidopage (AMA) a été créé pour contribuer au développement de programmes éducatifs par une approche scientifique. Depuis son lancement en 2005, **ce programme a financé 44 projets pour plus de 1,5 million de dollars américains.**

Programme général de bourses

Le **Programme général** vise à encourager la recherche en sciences sociales dans le domaine de l'antidopage et à fournir des informations scientifiques pour le développement des programmes éducatifs de l'AMA. Le Programme 2012 se concentrera sur les entraîneurs, la jeunesse et les politiques antidopage.

Programme de recherche ciblée

Le **Programme de recherche ciblée** a pour but de développer des stratégies efficaces de prévention du dopage.

Le Comité Education de l'AMA identifie des sujets de recherche en sciences sociales qui nécessitent une attention particulière.

Prix des jeunes chercheurs

Pour encourager des étudiants de niveau maîtrise à s'orienter vers le domaine de l'antidopage, l'AMA lance le **Prix des jeunes chercheurs**. Quatre prix de 2 000 dollars américains seront attribués chaque année pour récompenser des mémoires de recherche qui contribueront au développement de stratégies efficaces de prévention du dopage.



conférences internationales de recherche et orientés vers l'avenir, et la préparation de publications pertinentes). L'équipe ERF coordonnera ce travail en collaboration étroite avec la section du Secteur de l'éducation la plus pertinente. Ensemble, elles s'assureront que les ressources extérieures nécessaires sont mobilisées. L'action intersectorielle et l'interdisciplinarité seront essentielles.

Question de l'AIU : Plus généralement, comment envisagez-vous le travail mené au sein du secteur en vue de renforcer la collaboration intersectorielle entre le secteur de l'éducation et les autres secteurs de l'UNESCO, comme le secteur de la communication, des sciences, de la culture, etc. ?

Faire partie de la division centrale en charge du programme permettra à l'équipe en charge de l'enseignement supérieur de s'impliquer davantage aux côtés de ceux qui travaillent sur les autres niveaux d'éducation. Par exemple, nous avons déjà prévu qu'une transition sera opérée entre les différents niveaux d'éducation en vue de promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie dans une économie mondiale de la connaissance. Nous nous assurerons également que l'enseignement supérieur entretienne des liens plus étroits avec le marché du travail, la recherche et les autres niveaux d'éducation. Par ailleurs, la nouvelle structure est conçue pour s'assurer que les Chaires UNESCO et les réseaux UNITWIN participent plus activement aux activités des différentes équipes selon leur domaine de spécialité. Par exemple, les Chaires UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, la formation des enseignants et l'Éducation pour Tous travailleront davantage en étroite collaboration avec la section ou l'équipe respective en charge du programme.

Je souhaite renforcer la collaboration intersectorielle – particulièrement avec les sciences naturelles et humaines, la communication et l'information, et la culture. À l'heure actuelle, nous menons un travail très intéressant avec le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO dans le domaine des TIC et de l'éducation – par exemple sur les ressources éducatives libres et l'enseignement à distance – et je souhaiterais renforcer cette collaboration dans notre prochain programme et budget. La collaboration intersectorielle profite à tout le monde!

Question de l'AIU : Dans le message vidéo de Mme Bokova, actuellement diffusé sur le site Internet de l'UNESCO dédié au secteur de l'éducation (re: www.unesco.org/new/en/education/), elle déclare qu'elle souhaite que partout dans le monde les gens puissent s'identifier à l'UNESCO et que l'UNESCO doit en retour mieux répondre à leurs attentes. Cela signifie-t-il que le travail de l'UNESCO se traduira par des actions plus concrètes et plus visibles ? Qu'est-ce que cela impliquerait pour l'enseignement supérieur ?

En tant qu'organisation intellectuelle, l'UNESCO, qui dispose d'un plus petit budget biennal que de nombreuses universités, doit se concentrer sur des domaines d'action clés si elle veut avoir un impact. C'est pourquoi notre nouvelle section se concentrera en priorité sur les types d'activité mentionnés ci-dessus : promouvoir

le débat sur la diversification de l'offre et du financement ; l'assurance qualité ; et les ressources éducatives libres.

Il est important d'accroître la visibilité de notre travail. Le 16 mai, nous organiserons un débat sur les classements des universités – un sujet très intéressant mais également controversé. Les principaux acteurs, le Higher Education World University Rankings et le Academic Ranking of World Universities (ARWU) de l'Université Shanghai Jiao Tong, ont accepté de venir participer à un débat sur les critères qu'ils utilisent pour développer leurs systèmes. Le forum réunira des décideurs politiques, des présidents d'université et des étudiants pour comprendre exactement comment sont développés les classements et débattre de leur méthodologie et de leur valeur, de façon à pouvoir déterminer leur pertinence. Je pense que ceci permettra de se concentrer plus spécifiquement sur la qualité de l'enseignement universitaire. Il s'agit là d'un travail très concret que l'UNESCO, avec un budget limité mais un énorme pouvoir de rassemblement, peut mener à bien pour aider les apprenants d'aujourd'hui et de demain.

Question de l'AIU : Partenaire de longue date de l'UNESCO, l'AIU collabore depuis très longtemps avec l'Organisation. Qu'attendez-vous de la future collaboration avec l'AIU qui est très active sur de nombreux thèmes directement liés au travail de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation (pour n'en citer que quelques-uns : EPT, EDD, OMD, Accès et Succès, éducation transfrontalière, etc.) ?

En tant qu'organisation non-gouvernementale de premier plan réunissant l'un des principaux groupes de parties prenantes de l'UNESCO dans le domaine de l'enseignement supérieur – les établissements d'enseignement supérieur, l'AIU est un de nos partenaires clés. J'ai récemment participé à une réunion très fructueuse avec Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU. Je suis très heureux de vous dire que nous avons travaillé ensemble au Canada il y a 25 ans, lorsqu'elle travaillait pour l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) et que j'étais diplomate à l'Ambassade de Chine au Canada, pour promouvoir des programmes d'échange universitaire entre le Canada et la Chine. Nous sommes tous les deux très heureux de travailler de nouveau ensemble à Paris!

Lors de notre réunion, nous avons décidé de renforcer notre coopération dans de nombreux domaines liés à l'enseignement supérieur. Je renforce actuellement les capacités professionnelles de notre secteur de l'éducation mais l'avantage de l'UNESCO est d'avoir de nombreux partenaires en dehors de l'Organisation qui peuvent nous fournir des ressources intellectuelles – comme l'AIU, qui jouit d'une grande expertise dans le domaine de l'enseignement supérieur à travers ses réseaux universitaires – et je suis bien décidé à mobiliser pleinement ces ressources externes. Je souhaite que le secteur de l'éducation travaille en étroite collaboration avec l'AIU et d'autres réseaux universitaires pour accorder une place plus importante à l'enseignement supérieur dans l'agenda international.

Je suis convaincu que nous accomplirons beaucoup de choses ensemble dans les années à venir!

L'AIU remercie Mr Qian Tang et son équipe pour leur participation à cet entretien.

NOUVELLES PUBLICATIONS

Nouvelles Publications de L'AIU

Nouvel ouvrage du Conseil de l'Europe et de l'Association internationale des universités sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion du dialogue interculturel

Edité par Hilligje van't Land de l'AIU et Sjur Bergan du Conseil de l'Europe, *Speaking across borders* – le volume 16 des **Séries «Enseignement supérieur» du Conseil de l'Europe** – examine le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement du dialogue interculturel au sein de nos sociétés. Cet ouvrage complète le volume intitulé *Intercultural Dialogue on campus universitaires* (Séries «Enseignement supérieur» n° 11) et le numéro de la revue de l'AIU *Higher Education Policy (HEP, vol. 18.4)* sur le même thème ; il contient des contributions d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord. L'ouvrage démontre que l'éducation devra jouer un rôle clé pour développer la capacité à mener des dialogues interculturels, une partie intégrante de la culture démocratique. L'ouvrage pose le contexte politique en vue du dialogue interculturel, examine comment les universités peuvent devenir des acteurs du dialogue interculturel et propose des exemples de bonne pratique de plusieurs régions du monde.



Higher Education Policy (HEP), décembre 2010

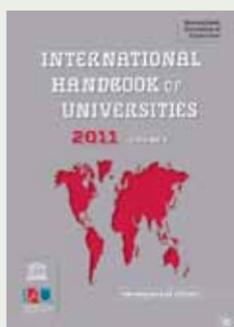
HEP 23/4, le dernier numéro en 2010 est encore une fois un numéro comprenant plusieurs thèmes.

Douglass et Thomson s'intéressent à la performance académique et aux expériences des population d'immigrés à l'Université de Californie ; s'appuyant sur les résultats récents d'une enquête sur l'expérience des étudiants sur le campus de Berkeley, ils proposent un examen initial de la dynamique de race et d'ethnicité, de domaine d'études et des différents contextes socio-économiques des étudiants immigrés, et une comparaison par rapport aux étudiants dits «natifs.» Filippakou et Tapper adoptent ensuite une approche théorique pour analyser l'évolution de l'agenda qualité dans l'enseignement supérieur anglais. A l'aide du concept de réification, ils montrent comment le «quasi-état» a tenté de forger une compréhension naturelle de l'idée de qualité. Borrell-Damian et al examinent les partenariats université-industrie, en résumant les résultats initiaux d'une étude paneuropéenne sur la formation doctorale collaborative, qui révèle que ces formations sont de plus en plus liées au développement d'approches plus stratégiques. Mary Ngolovoi étudie la question du partage des coûts dans l'éducation au Kenya. Les partisans d'une politique de partage prônent sa mise en œuvre en Afrique depuis plusieurs années mais la recherche montre ici qu'une seule et même approche pour tous est problématique dans les sociétés africaines.



2011 International Handbook of Universities (3 volumes) et WHED Online

Le *International Handbook of Universities* présente des informations détaillées sur 15.000 établissements d'enseignement supérieur offrant au moins un diplôme de troisième cycle ou un diplôme professionnel en quatre ans, et propose également une description des systèmes d'enseignement supérieur dans 180 pays. Toutes les informations contenues dans le Handbook sont validées aux niveaux national et institutionnel. Il est disponible en version papier et électronique, et l'achat du Handbook offre un accès mono-utilisateur au WHED Online pendant 12 mois à partir de la date de la publication www.palgrave.com/products/title.aspx?PID=324042



Ayalon et Menahem, dans l'article final de 2010, observent les programmes de Masters de mi-carrière à but lucratif récemment mis en place en Israël. A l'aide d'informations recueillies dans un questionnaire distribué aux étudiants ayant suivi ces programmes entre 2004 et 2008, ils montrent comment ces programmes offrent une seconde chance aux différents groupes ethniques. Pour plus de détails, consultez www.palgrave-journals.com/hep/journal/v23/n4/index.html

➔ VOUS SOUHAITEZ AUGMENTER VOTRE VISIBILITÉ ?

Vous souhaitez porter vos programmes, projets et autres activités à l'attention de l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur ? Pourquoi ne pas placer une annonce dans AIU Horizons ?

Contact : iau@iau-aiu.net



Liste annotée d'une sélection de publications reçues à l'AIU

Higher Education and the Public Good: Imagining the University

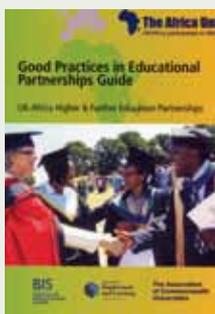
Jon Nixon, Continuum International Publishing Group (2011) ISBN: 978 0 8264 3743 3



Cet ouvrage soutient que l'université doit être repensée comme un bien social, civique et cosmopolite, élément central pour le bien-être de la société civile et de ses citoyens. L'ouvrage affirme qu'il existe un besoin urgent de planification et de collaboration sur tout le secteur et de développement d'une culture publique à travers les établissements, et ouvre la voie vers un espace d'apprentissage civique et cosmopolite.

Good Practices In Educational Partnerships Guide: UK-Africa Higher & Further Education Partnerships

Nada Wann; Sarah Hinz; Rebecca Day; Africa Unit, Association of Commonwealth Universities (ACU), 2010 www.ukafricapartnerships.org.



Ce guide s'appuie sur plusieurs études de cas RU-Afrique. Il met l'accent sur le fait que bien que certains principes puissent aider à structurer et soutenir la coopération dans l'éducation, la manière de les mettre en œuvre varie et il n'existe pas de « processus simple et direct basé sur une liste d'instructions étape par étape. » Les questions sont soulevées pour réitérer l'idée selon laquelle la forme et le rôle des partenariats changent, notamment si ces derniers constituent davantage que des accords administratifs formels.

Managing Successful Universities – Second Edition

Michael Shattock, The Society for Research into Higher Education & Open University Press, McGraw-Hill Education, Maidenhead, England, ISBN: 13-978-0-33-523743-2

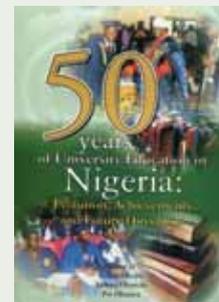


Cet ouvrage cherche à définir la notion de bonne gestion dans le contexte universitaire. Cette nouvelle édition a été mise à jour pour refléter les développements politiques, financiers

et sociaux récents. Elle comprend plusieurs chapitres sur la gestion de l'enseignement et de la recherche et sur l'importance de la gestion des ressources humaines, et met l'accent sur les caractéristiques holistiques de la gestion universitaire.

50 years of University Education in Nigeria: Evolution, Achievements and Future Directions

Juliua Okojie, Is-Haq Oloyede, Pai Obanya, Eds, Université d'Ilorin et la Commission nationale des universités du Nigeria, 2010, ISBN: 978-978-909-639-8



Cet ouvrage est un recueil d'articles soulignant les principales tendances des développements de l'enseignement universitaire au Nigeria, résumant les progrès réalisés et fournissant des directions futures en vue de repositionner l'enseignement universitaire au service du développement national du Nigeria pour mettre le pays sur la voie des tendances du monde émergent.

Recueil de données mondiales sur l'éducation 2010 : statistiques comparées sur l'éducation dans le monde

Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, Canada, 2010, ISBN: 978-92-9189-088-0



Ce numéro du Recueil des données mondiales sur l'éducation est consacré aux genres dans l'éducation, marquant ainsi le 15^{ème} anniversaire de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Le recueil présente un grand éventail d'indicateurs et de données de l'éducation pour l'année scolaire s'achevant en 2008 ou pour la dernière année disponible. Il comprend des tableaux du Programme d'Indicateurs de l'éducation dans le monde comparables pour un groupe de 62 pays, notamment les membres de l'OCDE.

Transforming Higher Education for a Sustainable Tomorrow 2009: Laying the Foundation

Dzulkifli Abdul Razak, ed., Universiti Sains Malaysia (USM), 2010, ISBN 978-983-861-459-7



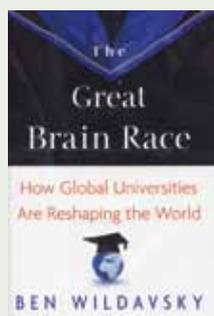
Cet ouvrage illustre les réalisations de l'USM, Membre de l'AIU, depuis septembre 2008, dans le cadre du programme APEX, et décrit ce qui a été réalisé par l'université dans l'optique de devenir une université durable renommée à travers le monde.



The Great Brain Race: How Global Universities are Reshaping the World

Ben Wildavsky, Princeton University Press, Princeton and Oxford, 2010, ISBN 978-0-691-14689-8

Soutenant que la «course mondiale au talent» transforme l'enseignement supérieur, et donne lieu au «libre échange des esprits», cet ouvrage explique comment la mobilité étudiante, les campus affiliés à l'étranger et l'investissement privé semblent désormais caractériser le secteur. Il démontre par ailleurs qu'en général, ce sont des questions telles que les classements comparatifs et l'idéal des «établissements de classe mondiale» qui influent en particulier sur les politiques d'enseignement supérieur.



de différents types de leadership et de différentes missions se sont rassemblés pour trouver des solutions afin que leur travail commun améliore leur politique individuelle d'octroi de subventions et leur impact collectif en Afrique. Les collaborations ont connu des réussites notables, ont relevé des défis coriaces et ont apporté en chemin certaines corrections. Le rapport décrit le travail du PHEA, sa structure, ses réalisations et ses défis, et conclut par des conseils destinés à d'autres organisations envisageant une collaboration similaire. Le rapport est disponible à l'adresse suivante: www.foundation-partnership.org/pubs/pdf/phea_case_study.pdf Une troisième étude réalisée par Megan Lindow présentera un large éventail de perspectives des individus les plus concernés par le soutien du PHEA sur le continent. Cette monographie sera disponible au printemps 2011. Cf. www.iie.org/publications

Accomplishments of the Partnership for Higher Education in Africa, 2000-2010

par Suzanne Grant Lewis, Jonathan Friedman et John Schoneboom, 2010, ISBN 978-0-9827746-0-1

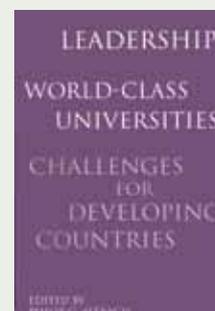
Cet ouvrage analyse et rend compte d'un investissement collectif décennal d'un montant de 440 millions de dollars. En respectant l'un des principes opérationnels du PHEA, la majeure partie de l'investissement a été directement octroyé à des bénéficiaires africains en vue de soutenir des initiatives identifiées et élaborées localement pour répondre aux défis et aux opportunités de l'enseignement supérieur. Le rapport met en exergue les améliorations constantes de l'enseignement supérieur africain et les progrès réalisés pour accroître les ressources des universités africaines. À l'aide de tableaux et graphiques, le rapport quantifie les investissements de chaque fondation et résume leurs contributions respectives aux programmes. Vous y trouverez des informations sur la portée géographique de l'investissement, les principaux domaines d'aide, et les initiatives conjointes des différentes fondations. Ce rapport est disponible sur le lien suivant: www.foundation-partnership.org/pubs/pdf/accomplishments.pdf



Leadership for World Class Universities – Challenges for Developing Countries

P.G. Altbach, ed., Routledge New York, 2011, ISBN: 978 0 415 80029 7

Avec une préface de Goolam Mohamedbhai, ancien Président de l'AIU, cet ouvrage révèle comment une réflexion approfondie au niveau international peut aider les présidents/recteurs d'université à adopter des solutions modernes pour répondre aux défis de l'enseignement supérieur. Les articles de cet ouvrage sont axés sur les pays en développement et les pays à revenus moyens qui rencontrent des problèmes spécifiques et dans lesquels l'enseignement supérieur est en pleine expansion.



Rankings and the Reshaping of Higher Education: The Battle for World-Class Excellence

Ellen Hazelkorn, Palgrave MacMillan Ltd, UK, 2011, ISBN: 978-0-230-24324-8

Les classements des universités ont gagné en popularité à travers le monde car ils répondent aux demandes des étudiants, des parents, des décideurs politiques, des employeurs et d'autres parties prenantes en termes d'information et de transparence. Cet ouvrage est la première étude approfondie sur les classements du point de vue international. En se basant sur des enquêtes et des entretiens internationaux avec des universités et des parties prenantes, l'ouvrage explique comment les classements aident à refaçonner l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation.

Lessons from a Ten-Year Funder Collaborative. A Case Study of the Partnership for Higher Education in Africa (PHEA)

par Susan Parker, Carnegie Corporation of New York, Etats-Unis, 2010, ISBN: 978-0-982-7746-1-8

Cet ouvrage présente les enseignements tirés de cette collaboration philanthropique décennale unique entre sept fondations. Les enseignements seront d'un intérêt particulier pour les bailleurs de fonds intéressés ou impliqués dans des collaborations similaires. Au cours de la décennie, les participants issus de fondations de différentes cultures,



➔ LE SITE DE L'AIU FAIT PEAU NEUVE!

Nous aurons le plaisir de vous le présenter prochainement!



Mars 2011

09-12	<i>APAIE – Taipei, Taiwan</i> Conférence et Exposition 2011 APAIE: Asia Pacific Education: Impacting the World www.apaie.org
11	<i>CHEPS – Enschede, Pays-Bas</i> La Réforme de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en Europe www.utwente.nl/cheps
10-12	<i>British Council – Hong Kong, Chine</i> Going Global 2011 – World Education: the new powerhouse? www.britishcouncil.org/goingglobal
31	Séminaire en ligne du BCIE et de l'AIU sur les principales tendances en internationalisation de l'enseignement supérieur dans les Amériques Contact: kclarke@cbie.ca
31-04 April	<i>EURODOC – Vilnius, Lituanie</i> New generation in science: toward a new fashion ERA? Unravelling relationships between research traditions and new generations' hunger for change http://eurodoc2011.ljms.lt

Avril 2011

04-07	<i>Université de Toronto, Canada</i> Conférence internationale canadienne sur l'éducation www.ciceducation.org
06-08	<i>ACU – Hong Kong</i> Higher Education in Hard Times – Risk, Reputation: Developing new business in a changing environment www.acu.ac.uk/hongkong2011
11-12	<i>AIU-Indian Association of Universities – Indian Institute of Information Technology, New Delhi, Inde</i> Quatrième édition de la réunion mondiale des associations de l'AIU: L'internationalisation de l'enseignement supérieur: Nouveaux acteurs, nouvelles approches www.iau-aiu.net
13-15	<i>EUA – Université de Aarhus, Danemark</i> Investing Today in Talent for Tomorrow www.eua.be/aarhus.aspx

Mai 2011

06-09	<i>CSEDU – Noordwijkerhout, Pays-Bas</i> CSEDU 2011 – 3rd International Conference on Computer Supported Education www.csedu.org
13	<i>MODERN – Milan, Italie</i> Developing a strategic agenda for university knowledge exchange www.highereducationmanagement.eu/activities/conferences/knowledge-exchange
16-17	<i>UNESCO – Paris, France</i> UNESCO Forum on University Rankings and Accountability www.unesco.org/education/hed
19-21	<i>UNESCO-CEPES – Université Lucian Blaga de Sibiu, Roumanie</i> Life after graduation: The Role of Employment and Tracking Systems for Continuous Curricula Development and Quality Enhancement in Higher Education http://conferences.ulbsibiu.ro/unescocepes/en
22-24	<i>ACA – Vienne, Autriche</i> Conférence annuelle: The excellence imperative. World-class aspirations and real-world needs www.aca-secretariat.be/index.php?id=461
25-27	<i>OBHE – Vancouver, Canada</i> Levelling the International Playing Field: a new global regionalism for sustainable partnerships, student mobility and open and distance learning www.obhe.ac.uk/the_2011_global_forum__canada
27-29	<i>Conseil turc pour l'enseignement supérieur – Istanbul, Turquie</i> International Congress on Higher Education: New Trends and Issues http://uyk2011.org
29-03 June	<i>NAFSA – Vancouver, Canada</i> Innovation and Sustainability in International Education www.nafsa.org/

30-3 June	<i>COREVIP – Stellenbosch, Afrique du sud</i> Strengthening the Space of Higher Education in Africa www.aau.org/
-----------	---

Juin 2011

16-17	<i>HEIR – Kingston University, Royaume-Uni</i> Scanning the Horizons: Institutional Research in a borderless world www.heir2011.org.uk/call-for-papers/index.html
16-18	<i>Toronto, Canada</i> Worldviews: Media Coverage of Higher Education in the 21st Century http://worldviewsconference.com
17-20	<i>IAUP – New York, Etats-Unis</i> Building Bridges through Education www.bcdmionline.com/IAUP/index.htm
27-29	<i>Conseil de l'Europe, International Consortium for Higher Education, Civic Responsibility and Democracy, European Wergeland Centre, et l'Université d'Oslo – Université d'Oslo, Norvège</i> Global Forum on Reimagining Democratic Societies: A New Era of Personal and Social Responsibility? www.coe.int/t/dg4/highereducation/default_en.asp

Juillet 2011

5-6	<i>The Higher Education Academy – East Midlands Conference Centre, Nottingham, Royaume-Uni</i> Changing Practice- Changing Times www.heacademy.ac.uk/eventsandnetworking/annualconference
-----	--

Août 2011

28-31	<i>EAIR – Varsovie, Pologne</i> Bridging cultures, promoting diversity: higher education in search of an equilibrium www.eair.nl/forum/warsaw
-------	--

Septembre 2011

13-16	<i>EAIE – Copenhague, Danemark</i> Cooperate, Innovate, Participate www.eaie.org/copenhagen/
-------	---

Novembre 2011

17-18	<i>AIU – Nairobi, Kenya</i> Conférence internationale 2011 de l'AIU: Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur www.iau-aiu.net
-------	--

Novembre 2012

12-18	<i>AIU – Université interaméricaine de Porto Rico, San Juan, Porto Rico, Etats-Unis</i> 14^{ème} Conférence générale de l'AIU: L'enseignement supérieur et l'agenda mondial www.iau-aiu.net
-------	---

Vos réactions, questions et commentaires sur AIU Horizons sont les bienvenus. Merci de prendre contact avec Dr Hilligje van 't Land, rédactrice en chef de ce magazine, si vous avez des suggestions pour de nouveaux thèmes ou des informations importantes à transmettre concernant des événements que vous souhaiteriez voir paraître dans ces pages.

////////////////////////////////////

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS (AIU) – BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS: Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef AIU Horizons: Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes, AIU Horizons /// Assistant de rédaction: Ross Hudson, Chargé de programmes /// Traductions vers le français: François Agati /// Imprimeur: SEP, Nîmes, France /// Graphisme: Maro Haas
 N°ISSN: 1815 - 5588

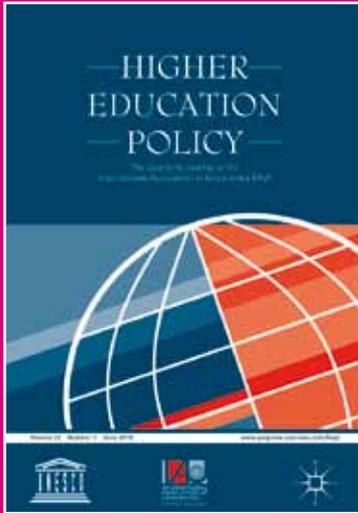
AIU, Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France
Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05
Adresses électroniques: iau@iau-aiu.net – Site Internet: www.iau-aiu.net/fre

AIU Horizons est également disponible en ligne: www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html (en formats PDF et WORD)

Ce document est imprimé sur un papier 100% recyclé certifié par les labels Blaue Engel, Nordic Ecolabel et Ecolabel européen.



Des ressources inégalables sur l'enseignement supérieur dans le monde



Higher Education Policy

La revue trimestrielle de l'Association Internationale des Universités (AIU)

Rédacteur en chef: Jeroen Huisman, Université de Bath, Royaume-Uni

La revue scientifique de l'AIU, *Higher Education Policy*, réunit des articles sur des domaines pointus de l'enseignement supérieur; elle est destinée aux responsables, enseignants, chercheurs et administrateurs à tous les niveaux de l'enseignement universitaire.

Volume 24, 2011

4 numéros par an

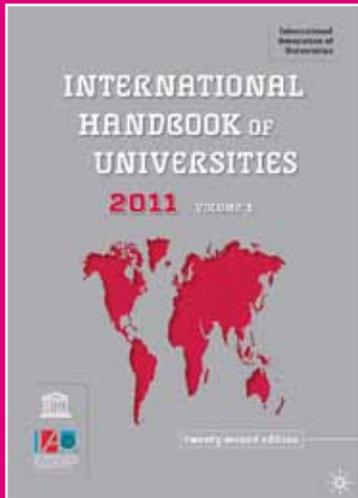
N° ISSN: 0952-8733

N° ISSN en ligne: 1740-3863

www.palgrave-journals.com/hep/

Recommandez *Higher Education Policy* à votre bibliothèque pour offrir un accès en ligne complet à tous vos collègues et étudiants.

Consultez le site à l'adresse: www.nature.com/pal/librec/svc/request/makeProdRequest?id=hep



The International Handbook of Universities 2011

22ème édition, 3 volumes

Association Internationale des Universités

Le guide le plus complet sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde, offrant des informations actualisées et détaillées sur plus de 15 000 institutions dans 183 pays. Une publication de référence unique et fiable sur l'enseignement supérieur à l'échelle internationale.

Septembre 2010

Édition reliée

Inclus un accès individuel à *World Higher Education Database Online*.

Les membres de l'AIU bénéficient d'une réduction de 50%. Pour plus d'informations ou pour commander, veuillez contacter orders@palgrave.com ou visiter www.palgrave.com/reference. Merci d'indiquer si vous êtes membre de l'AIU au moment de passer votre commande.



The World Higher Education Database 2011 CD ROM (accès réseau et individuel)

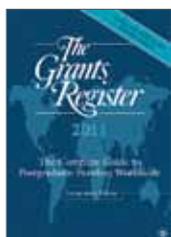
Le monde de l'enseignement supérieur à votre portée

La *World Higher Education Database* (WHED) est l'outil de référence le plus exhaustif, le plus actualisé et le mieux informé sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Cette base de données aux fonctions de recherche multiples rassemble des informations sur les institutions universitaires de plus de 180 pays.

Les membres de l'AIU bénéficient d'un exemplaire gratuit du CD ROM.

La *World Higher Education Database* est également disponible en ligne.

Veuillez consulter le site à l'adresse www.whed-online.com ou contacter notre équipe de vente en ligne pour de plus amples informations à l'adresse onlinesales@palgrave.com.



Également disponible:

The Grants Register 2011

Le guide le plus complet sur les bourses de troisième cycle et les financements professionnels dans le monde

Juin 2010

Édition reliée

Pour commander, contactez orders@palgrave.com.

Les publications de l'AIU
citées ci-dessus sont disponibles
uniquement en Anglais.

